

BRUXELLES LAÏQUE
ECHO2

Belgique - België
PP.
Bruxelles X
1/2658

Bureau de dépôt: Bruxelles X
Périodique trimestriel n°82
3^e trimestre 2013

de **LES** ressorts
l'engagement

DOSSIER THÉMATIQUE DU FESTIVAL DES LIBERTÉS 2013

Sommaire

Edito (Ariane Hassid).....	3
De la résistance au changement (Mathieu Bietlot).....	4
Dépêche-toi ! (Cedric Tolley).....	10
Comprendre pour agir afin d'agir pour comprendre (Emmanuel Nicolas).....	14
Divergences et convergences des résistances sociales (Marc Maeschalck).....	17
Gauche(s) et pouvoirs populaires en Amérique latine (Franck Gaudichaud).....	21
Initiatives citoyennes et économie sociale (Véronique Huens).....	25
L'économie du Bien commun. Interview de Christian Felber (Amaury Ghijselings).....	29
Construire une ville équitable sur des terrains communs (Geert De Pauw).....	33
LIVRE EXAMEN : Liberté et créativité pour repolitiser les quartiers (Juliette Beghin).....	37
En attendant que justice soit rendue (Fernando Moleres).....	40
Chêne ou roseau face aux murs ? (Juliette Beghin).....	42
Tribunal Russell sur la Palestine. Vers une intifada citoyenne (Virginie Vanhaeverbeke & Franck Barat).....	45
Qu'ils crèvent, les artistes ! (Kris Kaerts).....	48
Excellence, performance, diversité musicale (Ababacar Ndaw).....	52
Pour un Internet libre et citoyen (Alice Willox et Alexis Martinet).....	54
Déclaration d'indépendance du cyberspace (John Perry Barlow).....	58
Occupy Internet (Anne-Charlotte Husson).....	60

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Bruxelles Laïque Echos est membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles - A.R.S.C. (<http://www.arsc.be/>)

Bruxelles Laïque asbl

Avenue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/289 69 00 • Fax : 02/502 98 73

E-mail : bruxelles.laique@laicite.be • <http://www.bxllaique.be/>



EDITOrial

Depuis une bonne décennie, le Festival des Libertés prend chaque année la température de l'état du monde et du sort réservé aux libertés. Les constats ont tendance à s'aggraver : le monde va mal, les libertés sont malmenées et les inégalités se creusent. Mais le Festival ne se contente pas de constater, il conteste, souligne la nécessité d'un changement et tente de mettre en avant des réponses ou des initiatives innovantes en vue d'un monde plus juste.

Cette démarche rencontre un succès grandissant. Elle a, l'an passé, rassemblé près de 25000 personnes toujours plus désireuses de réfléchir et d'agir. Ce Festival présente un bouillonnement d'initiatives critiques à l'égard du système dominant ou d'expérimentation de modes de vie alternatifs. Mais force est de constater que tout cela est loin de représenter ou d'intéresser la majorité de la population du pays, encore moins du monde. Dans l'ensemble, face à l'étendue des ravages, on observe davantage une anesthésie générale qu'un grand réveil citoyen. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus de remise en question de ce qui détruit l'humanité, pas plus de révoltes aux quatre coins de la planète, pas plus d'alternatives déployées ?

C'est pour répondre à ce paradoxe que nous avons décidé de dédier cette édition du Festival à un grand questionnement sur les motivations et "*les ressorts de l'engagement*", sur les conditions et les modalités de l'action propices à faire évoluer le monde vers plus d'épanouissement des libertés et des solidarités. Concrètement, il sera question du contexte socioéconomique qui laisse peu de temps et d'espoir, des déceptions politiques, de la peur de la répression et de l'absence de perspective globale. Mais seront aussi débattus le renouveau des projets locaux, les incitants psychologiques à l'implication, les nouvelles formes d'engagement et la régénérescence des instances politiques.

Il n'y a pas de réponse simple, encore moins unique, à ces questions. Ce sont tous ces paramètres susceptibles d'augmenter les capacités de changement des individus et des sociétés que nous voulons mettre en discussion, en réflexion et en émotion à travers un programme, à nouveau vaste et riche, de débats, de documentaires, d'expositions, de spectacles et de concerts.

Les articles que vous découvrirez dans cette édition du *Bruxelles Laïque Echos* étoffent notre propos et une bonne part des débats auxquels vous pourrez assister durant le Festival des Libertés qui se déroulera du 17 au 26 octobre, au Théâtre National et au Koninklijk Vlaamse Schouwburg. Ce dossier thématique reste loin de refléter toute la dynamique, la diversité, l'effervescence et la magie de smélanges qui font la vie et le succès du Festival des Libertés.

J'espère vous y retrouver nombreux pour actionner ensemble *les ressorts de l'engagement*.

Ariane HASSID
Présidente

Par Mathieu BIETLOT
Bruxelles Laïque Echos

De la résistance au changement

L'engagement en questions

Action, engagement, mise en mouvement, transformation, progrès... comment tout cela fonctionne-t-il ? Est-ce une question d'alchimie ou de physique ? Les chercheurs d'alternatives, les experts du vécu, les inventeurs de révolutions et les agitateurs de luttes pourraient-ils s'inspirer de la théorie de l'énergie mécanique qui combine l'énergie potentielle – les autres mondes possibles – et l'énergie cinétique – la mise en mouvement ? Entraînés sur le plan incliné d'un monde qui court à sa perte, quand mettons-nous nos billes en jeu ? Quelles sont les forces de frictions ? Quelle est la résistance des matériaux ? Dans le camion fou de nos existences, essayons de mieux cerner les freins, les embrayages, les accélérateurs et les leviers de changement.

Evidence d'un monde à changer et anesthésie générale

Tout annonce que le monde dans lequel nous vivons court à sa perte et que les systèmes qui le régissent sont en bout de course¹. Les ressources s'épuisent, l'économie s'écroule, les solidarités s'amenuisent, la démocratie s'essouffle, les libertés s'écrasent... Les conditions sociales, économiques et politiques semblent clairement indiquer la nécessité d'un changement. Des mouvements comme les Indignés ou le retour de certains groupes d'extrême gauche, des initiatives locales ou globales basées sur un autre rapport à l'humain, à la nature et au profit foisonnent et fourmillent en ce sens. Ces démarches demeurent cependant minoritaires eu égard à la grande majorité de la population qui, pour des raisons qu'il importe de prendre en compte et de contrer, semble résignée à poursuivre son chemin dans la même voie. Comment se fait-il que les absurdités contemporaines et la précarité de l'avenir ne suscitent pas plus de critiques, de mobilisations, de révoltes, de recherches d'alternatives ? Comment sortir de l'anesthésie, de la résignation et de l'immobilisme ? Comment s'en extraire soi-même ? Comment inviter les autres à s'en extirper ?

Nous tenterons ici d'interroger les ressorts de l'engagement, les conditions de l'agir, les stratégies de lutte et les modalités d'intervention susceptibles d'avoir prise sur le monde. Ce questionnement sur les capacités de changement des individus et des sociétés se situe à différents degrés sans que la réponse à un niveau n'entraîne la réponse à d'autres niveaux ni qu'il y ait de

cohérence entre toutes les réponses. À chacun de se poser ces questions...

Prise de conscience et capacité de remise en question

Pour agir et envisager un changement, il faut d'abord s'émanciper des œillères ou routines de notre façon d'appréhender la réalité. Comprendre le monde et se dire que son état actuel n'est ni éternel ni inéluctable : il vient de quelque part et pourrait aller ailleurs. Telle est la tâche de la pensée : refuser l'évidence et s'étonner de ce qui est. La pensée ne commence que quand elle ne se contente pas du donné. C'est pourquoi la pensée théorique n'est jamais bornée et ouvre au possible, contrairement à l'esprit pratique qui peut vite se circonscrire à ce qui est faisable dans le cadre existant et constitue souvent une excuse à l'immobilisme ou au manque d'audace. Réfléchir aux conditions de l'action commence par une nécessaire prise de distance intellectuelle à l'égard des carcans et habitudes de pensées invitant à la reconduction du même au nom du "il en a toujours été ainsi".

Nous savons hélas que l'école n'apprend pas à penser autrement et n'incite pas à l'action transformatrice. Un apprentissage des clés pour décrypter le monde tout comme la transmission de méthodes d'organisation, d'outils pour le changement, d'expériences de transformation réussies n'en demeurent pas moins des ingrédients indispensables à l'action. Un tel apprentissage fait clairement l'objet de l'éducation permanente que nous pratiquons. Mais celle-ci, instituée comme elle l'est, a-t-elle encore vocation de transformation so-

cial ? Est-elle devenue moins populaire et moins subversive pour assurer sa permanence ? N'y-a-t-il pas d'autres pratiques de partage des savoirs, moins institutionnelles, à explorer et développer ? La culture peut-elle jouer ce rôle de transmission et de transformation ? Comment échappe-t-elle à l'aliénation marchande de la *société du spectacle* ? Quel est aujourd'hui le rôle des intellectuels, c'est-à-dire des scientifiques, philosophes, sociologues, auteurs, cinéastes, etc. qui prennent part au débat public et utilisent leur notoriété pour s'engager dans des questions qui ne relèvent pas strictement de leur domaine de compétence ? Où en sont les intellectuels spécifiques qui ne prétendent plus à la vérité universelle mais s'inscrivent dans des luttes sectorielles concrètes ? Qu'en est-il de la possibilité d'un intellectuel collectif ? Quel est l'apport des nouvelles technologies de la communication dans le partage des expériences et des savoirs, dans la propagation de l'esprit critique ?

Conditionnements à la passivité et dissuasions à l'action

Le travail critique et pédagogique est d'autant plus primordial que la volonté de changer le monde se heurte à une série de conditionnements insidieux, d'impératifs explicites et de pratiques plus brutales, qui dissuadent l'action et l'engagement. De manière plus ou moins intentionnelle, le matraquage médiatique, l'industrie du divertissement, les compensations de la société de consommation, le confort, les illusions et les jouissances à court terme, le recours généralisé aux psychotropes prescrits par la médecine ou aux paradis artificiels illicites... contribuent

sans conteste à l'anesthésie générale et dissuadent la remise en question sociale.

Un conditionnement plus diffus encore, plus subtil, inscrit dans l'air du temps la valorisation de la réussite personnelle et de chacun pour soi au détriment de toute action collective axée sur l'intérêt général. Tous les processus qui segmentent et atomisent la société, qui isolent les individus sur le lieu de travail, dans les dispositifs sociaux, dans les quartiers, dans les centres commerciaux, etc. sont aussi à remettre en question puisque, séparé des autres, on se sent souvent impuissant.

La promotion de l'engagement et la défense d'un monde plus juste nécessitent aussi de dénoncer et de s'opposer fermement à toutes les législations, réglementations, techniques de surveillance et pratiques policières ou judiciaires qui répriment, criminalisent ou dissuadent l'expression dissidente, la contestation et l'activisme.

Une puissance non négligeable d'opposition au changement réside dans le poids de la "real politique" et des impératifs de gestion. A force de chercher des solutions réalistes, de répondre avec les moyens du bord aux besoins les plus urgents et de gérer tant bien que mal un navire en train de couler, on ne laisse plus aucune place à la transformation du cadre et à l'expérimentation d'autres possibles. Les rythmes infernaux et le stress qu'imposent les études, le travail ou la débrouille pour joindre les deux bouts et la vie de famille re-dé-composée ne laissent pas beaucoup de place aux espaces de résistance. La question de la temporalité est ici déci-

sive. Le monde va toujours plus vite, nous sommes sommés de rester dans la course et de nous adapter à la culture de l'éphémère, du flexible et du jetable. Le fonctionnement actuel de l'économie et de la finance repose sur l'accélération permanente du flux des échanges et des informations. Comme la délibération politique prend du temps, le monde politique se trouve toujours en retard sur l'économie et n'a plus prise sur elle. Or, inventer un autre monde comme mettre en œuvre la démocratie demande du temps, exige de sortir des urgences, de prendre du recul, d'avoir droit à l'erreur.

On se demandera aussi dans quelle mesure une série de déceptions politiques n'ont pas contribué au désengagement, à l'indifférence, au fatalisme d'une bonne partie de la population. Les grands projets politiques des siècles passés ont trahi leurs promesses et ne sont plus porteurs d'espoir ni mobilisateurs : le communisme certes mais aussi la sociale démocratie et le libéralisme, et plus récemment l'écologie politique tels que les avaient pensés leurs promoteurs. Les syndicats se sont affaiblis ou sont devenus gestionnaires de sorte qu'une part des travailleurs n'y voient plus un lieu d'engagement ni un canal de changement. Depuis les années 1980, à force de défaites ou de dispersion, on peut constater un épuisement des formes de lutte, aussi bien des grands mouvements sociaux que des campagnes d'action plus ponctuelles impulsées par les milieux radicaux. Depuis les années 2000, le militantisme connaît à la fois une crise et un renouveau. Mais la perception des militants par les non militants demeure souvent caricaturale et peut entraîner des formes

de distanciation. Les militants paraissent vivre dans une bulle coupée du reste de la société. Est-ce eux qui se coupent du monde ou le monde qui les tient à l'écart ? La dispersion des groupuscules militants et leurs rivalités idéologiques peuvent aussi être rebutantes pour les non initiés. La faillite des grandes idéologies ouvre-t-elle la porte à l'inventivité et l'éclosion de nouveaux projets ou bien laisse-t-elle un grand vide et le deuil à effectuer d'un projet global d'organisation de la société et d'émancipation des humains ? Il y a sans doute un travail de composition, d'assemblage de pensées hétéroclites à opérer afin de réinventer du possible.

Motifs d'implication et mobiles d'engagement

L'enclenchement de l'engagement, le passage à l'action, sont-ils affaire de raison ou de passion, d'affect ou de concept ? Est-ce à détailler froidement l'état du monde ou à être touché émotionnellement par telle situation révoltante qu'on se détermine à vouloir changer le monde ? Défend-t-on des idées parce qu'elles sont justes ou parce qu'elles répondent à nos besoins intimes ? L'humain étant à la fois être de raison et d'émotion, la réponse à ces questions est certainement complexe et composée. Décortiquer les composantes du mélange mérite cependant le détour afin de trouver la juste combinaison et de renforcer notre puissance d'agir. Afin aussi d'orienter les stratégies : les projets d'action existants doivent-ils miser davantage sur l'argumentation, la pédagogie, la recherche scientifique ou sur la séduction, le boniment, l'impulsion pour rallier à leur cause ? Quelle est l'importance de la mo-

rale, de l'éthique ou de la spiritualité dans l'engagement ? Quelle est la part de la croyance, voire de l'endoctrinement, dans l'implication ? Si la remise en question des vérités établies est un préalable à l'action, celle-ci a également besoin d'un minimum de certitudes à son fondement. Mais c'est aussi en se mettant en mouvement qu'on apprend à marcher et découvre pourquoi on avance. Dans la dialectique de l'action et de la détermination, c'est autant l'action qui forge la conviction que la conviction qui détermine l'action.

La motivation de l'engagement est-elle altruiste ou égoïste ou un fécond mélange de l'un et de l'autre ? A qui le dévouement rend-il service : à soi-même ou aux autres ? On ne peut comprendre les ressorts de l'engagement sans s'intéresser aux bénéfiques secondaires de penser le changement du monde ou de s'impliquer dans un collectif radical. N'est-ce pas à se regarder le nombril que certaines formes de militantisme s'empêchent d'avoir prise sur le monde ou de rassembler le peuple ? L'articulation de l'individuel et du collectif est un enjeu sensible de la plupart des projets politiques et des expériences alternatives. Quelle place le collectif accorde-t-il à l'individu ? Quelle priorité l'individu donne-t-il au collectif, à l'intérêt général ? Comment se combinent les enjeux de reconnaissance, les besoins d'entraide, l'émulation mutuelle, l'intelligence collective ? Quelles sont les conditions de l'émergence d'une conscience collective, voire de classe ? Si l'on observe de nos jours un approfondissement du fossé qui sépare les possesseurs du monde du reste de la population, la lutte des classes ne semble pas le prisme principal au tra-

vers duquel les nouveaux conflits sociaux et politiques se pensent.

Pour entrer dans la lutte, a-t-on besoin de désigner un ennemi ou de rencontrer des amis ? L'ennemi aujourd'hui semble difficilement identifiable, il est si diffus qu'on ignore comment agir sur lui. Les amis ne manquent a priori pas mais de nombreuses barrières nous en séparent. Suffit-il d'avoir un ennemi commun pour être amis ? Se mobilise-t-on par dégoût et rejet de la situation présente ou par attrait et projet d'un autre monde ? Sont-ce davantage des affects négatifs, de peur et de manque, ou des affects positifs, de joie et d'envie, qui motivent l'action ? L'enjeu consiste probablement à articuler les deux.

Un réel changement n'aura lieu que si nous mettons le présent en jeu, autrement dit, si nous acceptons de perdre certaines choses pour en découvrir ou en retrouver d'autres ; si nous acceptons de modifier nos habitudes, de nous altérer pour céder la place à l'inédit. On ne change pas le monde en restant aussi pur qu'une belle âme : l'action implique de se plonger dans le cambouis, donc de se salir les mains et se compromettre. Les résultats n'étant jamais garantis, jusqu'où sommes-nous prêts à prendre des risques ? A partir de quand la compromission trahit-elle le projet de départ ? Peut-on mettre les autres en danger ?

Modalités d'action et stratégies d'intervention

Dans notre époque liquide ou timide, l'heure ne semble plus aux grandes uto-

pies mais aux petits gestes quotidiens de transformation. Il n'est plus question de prendre d'assaut le palais d'Hiver mais de balayer la neige devant sa porte.

Par manque de projet cohérent, de destination ou d'utopie (du grec : *u-topos* – lieu au-delà), ne faut-il pas aujourd'hui davantage s'intéresser aux chemins (du grec : *hodos* - méthode) qui mènent au changement qu'à son horizon ? L'expérimentation d'autres manières de s'organiser ou de vivre et la mise en relation des différentes luttes ou pratiques alternatives constituent à la fois la condition et la visée d'un autre monde. Comme le disait Camus, si pour le révolutionnaire la fin justifie les moyens, le révolté se demande qui justifiera la fin et répond : les moyens.

On ne questionnera pas les moyens d'avoir prise sur l'évolution du monde sans déterrer et chercher des réponses moins binaires à de vieux débats tels que celui entre attentisme et activisme, entre spontanéisme et volontarisme, entre radicalisme et opportunisme ou entre réforme et révolution.

La question de l'échelle, du niveau auquel il importe d'agir est plus cruciale que jamais. Penser global et agir local ou penser local et agir global ? La plupart des problèmes que connaît le monde d'aujourd'hui ne peuvent se solutionner ni au niveau local, ni au niveau national. Ils exigent des concertations régionales ou internationales et des réponses globales. Mais les citoyens n'ont quasiment plus de prise à ces niveaux et le redéploiement de l'engagement passe par des actions locales. Elaborer des articulations inédites

de ces niveaux constitue un des grands défis pour sortir des impasses actuelles.

Les marges de manœuvre des Etats sont tellement réduites et le fonctionnement des parlements et gouvernements tellement sujets à critiques, que la démocratie représentative et ses partis n'incarnent plus une opportunité d'engagement ni un levier de changement pour une part croissante de la population. Nous avons déjà évoqué la perte de pouvoir des syndicats. Le secteur associatif et les ONG méritent également d'être mis sur la sellette, avec la métaphore usée des emplâtres sur une jambe de bois. Les interventions sociales professionnelles rencontrent, elles aussi, de plus en plus de limites ou d'écueils. Elles ne peuvent plus réparer les dégâts d'un système défaillant, c'est le système qu'il faudrait remplacer mais elles n'en ont pas les moyens ni l'audace.

Est-ce alors aux citoyens de développer de nouvelles formes et structures d'action ? Bien qu'elles restent minoritaires, nous assistons au foisonnement de nouvelles formes d'expression, d'activisme, d'organisation collective, de prise de décision, d'intervention. Celles-ci déploient la créativité et l'humour dans l'action. Elles cherchent à la fois à décontenancer leurs adversaires, à se rendre plus sympathiques aux yeux du public et à désamorcer la répression. Réussissent-elles à rendre l'activisme plus attractif ? Ne tombent-elles pas dans les travers de la séduction, puisant leurs ressources dans les techniques de communication et de publicité qu'elles contestent ? Elles promeuvent l'action directe non violente et la désobéissance civile mais la question

de la violence et du rapport de force ne tardent jamais à les rattraper et à les diviser. Peuvent-elles faire l'impasse sur la question de la prise de pouvoir ? La réponse des radicaux consiste à contester les lieux de pouvoir et affirmer que "le pouvoir, c'est nous". Comment donner aux gens du pouvoir et de l'autonomie sans agir à leur place ? Ces nouvelles modalités d'activisme échappent-elles aux impasses de la *spécialisation* militante dans un seul domaine en abandonnant la perspective d'un renversement global ou en considérant son objet comme la seule porte d'entrée pour celui-ci ; du *mouvementisme* qui s'enthousiasme de grandes mobilisations ponctuelles dont le soufflé retombe aussi vite qu'il est monté ; de l'*événementisme* qui marque des grands coups d'éclat lors d'occasions créées par l'ennemi – tels que des sommets du G8 ou du FMI – mais reste sans suite et tributaire des relais médiatiques.

A côté ou en lien étroit avec ces formes d'activisme, se développent des projets d'expérimentation dans l'*hic et nunc* de modes de vie alternatifs, de pratiques d'autosubsistance, de réseaux d'entraides, qui sont probablement plus durables mais demeurent cantonnés dans des niches très localisées et souvent coupées du reste de la société. Comment étendre vers tous et inscrire dans la durée ces expériences sans qu'elles ne s'essouffent ni ne soient récupérées ? Quelle communication entre ces différents microcosmes ? Comment mettre les différentes expériences en réseau et créer une constellation d'alternatives ? Comment se réfléchit la question des alliances ? Comment faire de ces pratiques résistantes et solidaires autre chose

que de fragiles abris de fortune : des actes politiques ayant un impact plus large sur la société ?

La recette d'un réel de changement de société est complexe. Il en va de la rencontre entre un ensemble de conditions socio-économiques, de stratégies politiques, de conditionnements culturels et de dispositions psychologiques liés par la sauce de l'imagination, de l'audace, du courage et de la créativité. Intégrer tous les ingrédients et surtout bien agiter !

¹ Cf. nos réflexions autour de "L'Antécrise", thème du Festival des Libertés 2012 et de *Bruxelles Laïque Echos* n°78.

Les Justes



Albert Camus / Mehdi Dehbi

03 > 07/12/13 – 20h30

10 > 14/12/13 – 20h30

Spectacle en arabe surtitré en français

Ce spectacle se joue également du 13 au 19 octobre 2013 au Théâtre de la Place à Liège et du 17 au 20 décembre 2013 au Théâtre du Jeu de Paume à Marseille (France)

En 1949, Albert Camus s'inspire d'événements réels qui se sont déroulés en Russie au début du XX^e siècle pour écrire *Les Justes*. Cette pièce de théâtre expose l'attentat commis par un groupe terroriste révolutionnaire social en février 1905 contre le grand-duc Serge, oncle du Tsar. En cinq actes, Camus superpose les argumentations et les personnalités et confronte tous les personnages à ce terrible choix de donner la mort pour la vie.

Aujourd'hui, Mehdi Dehbi reprend le texte de Camus et tente, avec cinq comédiens moyen-orientaux, l'expérience des Justes, plus que jamais d'actualité. Le spectacle fait entendre toute la complexité du cri d'une jeunesse révoltée, prisonnière d'une idéologie. Mehdi Dehbi réaffirme l'universalité du thème de l'humain qui met en place des moyens de lutte pour défendre sa liberté face à des systèmes qui le broient.

La présence, les mouvements et les mots des comédiens prennent toute leur ampleur dans l'atmosphère particulière de ce huis clos intimiste, qui renonce aux artifices du théâtre pour estomper la frontière entre la scène et la salle.

Par Cedric TOLLEY
Bruxelles Laïque Echos

Dépêche-toi !

On peut passer du temps à analyser notre rapport au temps. Mettre en rapport les réalités complexes des sphères au carrefour desquelles se nouent nos vies. Analyser, mettre en perspective, passer au crible des valeurs qui nous tiennent à cœur, tirer des constats et les mettre en concepts. Mais la réalité concrète, vécue, les conséquences de tout ce que l'on comprend en travaillant de la sorte peut aussi s'appréhender par un simple regard sur ce qui nous traverse durant une journée. C'est cet exercice que ce texte propose.

Six heures du matin, le réveil sonne pour la première fois

Répétition à six heures dix. Les minutes de sommeil qu'on gratte à ce moment-là d'une nuit trop courte sont vraiment les plus mauvaises. Six heures vingt. Nom de dieu, faut vraiment que je me lève. Dans une quasi-conscience, je cherche des arguments : "je vais être en retard au boulot", "ils vont être en retard à l'école", "ce serait tellement bien que pour une fois je ne les laisse pas seuls au petit déjeuner". Six heures trente, je me réveille à nouveau, en sursaut. Ça va être la course, j'arrive vaseux devant leur chambre : "debout les gars, il est plus que l'heure". Pendant que l'un se lève et que l'autre stresse parce qu'il n'arrive pas à se lever, je saute dans la douche en lançant : "n'oubliez pas de prendre un bon petit déjeuner les garçons." L'un : "oui papa". L'autre : "Zzzz".

Six heures quarante-cinq, je sors de la salle de bain, nu comme un ver, l'un termine son petit déjeuner (il en a encore foutu partout), l'autre n'a toujours pas émergé. "Aller mon grand, il faut se lever maintenant, on va être en retard." Il est plein de bonne volonté, de culpabilité peut-être aussi, ou alors c'est moi qui projette. Il se lève et commence à s'habiller. A l'autre : "Aller poussin, ce n'est pas le moment de lire, il faut s'habiller maintenant, dans dix minutes on doit être partis" Je m'habille en moins d'une minute. Rassembler les documents, ne pas oublier mon agenda, signer les journaux de classe, non ça va je l'ai fait hier soir... "Papa, je trouve pas mes chaussettes", "dans ton armoire mon grand", "mais non, elles sont toutes au linge sale". Et merde. "Prends-en chez ton

frère." Les cartables, l'avis pour la photo de classe... "Papa, je trouve pas mon pantalon." Je lui réponds excédé : "Ca suffit bonhomme, cherche un peu, il doit être là où tu l'as enlevé. Et dépêche-toi, s'il te plaît, car là c'est moi que tu es en train de mettre en retard".

Sept heures trente, je me gare devant l'école

L'un est pressé de retrouver ses potes, l'autre veut écouter la fin du morceau de musique qui passe dans la voiture. A peine le temps d'un baiser à mon petit qui s'en va en courant. J'ai le cœur serré, je voudrais le serrer contre moi et lui dire que je suis désolé pour le stress du matin, lui dire que ce n'est pas de sa faute, ne pas lui dire que la vie est moche, lui dire qu'on finira par faire mieux, que je finirai par faire mieux. Il grandit tellement vite. Il s'en tape, il est déjà parti. C'est encore une journée qui commence comme ça. Je ne l'ai pas dit à mon petit, alors je le dis à mon grand mais, lui, il le sait déjà, je lui ai sans doute dit hier dans les mêmes circonstances. Lui il traîne toujours, il m'impose de prendre les quelques minutes qui manquent, quand j'en suis incapable. "Salut mon grand, passe une bonne journée, je t'aime fort." "Salut papa, moi aussi je t'aime". Je redémarre et prends le chemin du boulot. Ce soir je vais me débrouiller pour qu'on ait un peu de temps, pour m'organiser mieux, même si je suis crevé, je prendrai le temps de les regarder, de les écouter, de jouer ou de parler avec eux. Pas comme hier, pas comme d'habitude.

Huit heures, j'arrive au boulot

Je commence à neuf heures normale-

ment. Mais il n'y a que deux possibilités : soit arriver à huit heures en ayant fait une heure de route, soit arriver à neuf heures en ayant fait une heure quarante-cinq de route. Foutus embouteillages. Mais pour quoi je leur mets tant de pression le matin, ils n'y sont pour rien si notre société impose un rythme inhumain, ils n'y sont pour rien si je n'y trouve pas ma place, si je ne parviens pas à m'organiser avec toutes mes obligations.

Travail, mes collègues arrivent. Ils ne sont pas étonnés de me voir, je ne suis pas étonné de les voir. N'ont-ils pas mieux à faire que venir travailler, eux ? Et moi ? "Salut, tu vas bien ?", "comme un lundi", "on est mardi", rires.

Réunion d'équipe. On n'est pas dans les temps. Des échéances approchent. Le temps, la course effrénée pour respecter les délais, la tension permanente entre la qualité du travail et sa quantité, le sens de tout ça et... les échéances, nos principaux sujets de discussion et de discorde. Le sens de tout ça ? La réunion a encore trop duré. Travail, priorités... tout est prioritaire.

Seize heures six minutes, la quille ?

Il n'y a pas de réveil pour seize heures six minutes, je ne les vois pas passer. Seize heures trente, marre de laisser les enfants à la garderie où ils s'emmerdent. J'ai pas fini mon travail du jour. Aller, je termine ce paragraphe, j'envoie encore deux ou trois mails et je file. Seize heures cinquante-huit, je n'ai pas fini. Tant pis. Je laisse l'ordinateur en veille, toutes fenêtres ouvertes pour m'y retrouver le lendemain, je m'envoie un mail à moi-même pour

pouvoir y retravailler chez moi. J'attrape mon sac, y fourre mon agenda, mon téléphone et je descends quatre à quatre. Une volée d'escalier. Et merde, je n'ai pas éteint la lumière. Je remonte, je redescends et je saute dans ma voiture.

Cinq heures trente-cinq j'arrive à l'école. L'un ferme son livre qu'il fourre dans son cartable et l'autre abandonne son rôle de gardien de but, ils courent vers moi. C'est au premier qui m'assaillira. Ils sautent en même temps, je tressaille, câlins virils. Ils m'épuisent... Non, je suis épuisé. J'aspire au repos, mais ils sont enthousiastes. Ils m'agacent. J'ai couru pour les retrouver, et à peine suis-je soulagé de les serrer contre moi, que je suis incapable d'en profiter. Mais ils n'y peuvent rien. Quelle place cette vie de dingue laisse-t-elle à l'amour d'être père ?

"Papa, on peut avoir une glace ?" "Oui" ou "non", arbitrairement, selon les jours. J'étriperai bien ce glacier qui chaque jour campe à l'affût devant la grille de l'école. Consommation. Aujourd'hui c'est non. "Aller les gars, ramassez vos affaires, on y va." Dans la voiture : "Avez-vous fait vos devoirs les enfants ?" L'un : "bein non papa, tu sais bien que la dame de l'étude est malade." L'autre : "moi j'ai tout fait pendant la récré." Faut-il vraiment qu'il s'ennuie pendant la récré pour n'y trouver rien de mieux à faire que ses devoirs ? Par chance aujourd'hui, pas besoin de faire les courses.

Dix-huit heures vingt, enfin à la maison

Dilemme... normalement quand on rentre à la maison, c'est l'heure du quatre heures,

aussi loin que je puise dans mes souvenirs d'enfant. Il est six heures passé. Dans une heure on mange. Ils n'ont pas eu de glace. Le petit s'avance vers le frigo. Je ne dis rien. Un yaourt, deux, tr... "Bonhomme, on va bientôt prendre le repas, ne mange pas trop de yaourt". "Ok papa". Il ne discute même pas. Est-ce de la compréhension à mon égard ou le résultat du dressage que je lui inflige malgré moi, par habitude d'être "en retard" sur l'horaire ? Le grand est reparti dans ses livres. Quoi de mieux à faire finalement ?

Dilemme... vais-je imposer au petit de, quand même, faire ses devoirs ou vais-je encore me fendre d'un mot au journal de classe ? "*Madame, je vous prie de bien vouloir excuser mon fils de ne pas avoir fait ses devoirs, il n'y avait pas étude et nous sommes rentrés trop tard à la maison. Merci de ne pas lui en tenir rigueur.*" "Bonhomme, on fait les devoirs ou j'écris un mot ?" "Elle va encore me faire rater la récré papa." Ok, on fait les devoirs. Le journal de classe est sibyllin à la date du jour : EM, Gr, Géom, N. (Étude du milieu, grammaire, géométrie, néerlandais). J'enrage. "Ok mon grand, par quoi on commence ?" "Je sais pas papa, je me souviens plus ce qui est facile ou pas." Une demi-heure passe. Sombre, je me pose devant mon ordinateur et machinalement je compulse, pour la énième fois, le décret "missions" de la Communauté française (1997) : "*En troisième et quatrième primaire, le temps des travaux à domicile est limité à vingt minutes, ils doivent toujours pouvoir être réalisés sans l'aide d'un adulte.*"

Dilemme... vais-je encore aller jouer les trouble-fête à l'école ? Encore passer pour l'empêcheur d'assommer en rond ? C'est

toujours l'enfant qui est mal vu dans ces conditions. Subir alors. Laisser passer pour cette fois.

Le grand : "papa, je peux jouer à la Wii ?". "Pas pendant la semaine poussin, et certainement pas pendant que ton frère fait ses devoirs. Tu devrais aller prendre ta douche.", "Après ma douche, on fera un jeu ensemble ?", "Je pense qu'on n'aura pas le temps mon grand, il faut encore que je prépare le repas et il est déjà presque temps d'aller dormir", "j'ai faim", "tu n'as pas pris de goûter ?", "bein non, t'as dit qu'on allait bientôt manger." Il faut encore que je prépare le repas.

Dix-neuf heures trente : "Je finirai les devoirs demain papa, j'en ai marre là." "Et ta récré ?", "tant pis pour la récré papa, là j'en ai marre", "ok mon grand, je te fais un mot ?" "non non, pas de mot, je vais encore me faire engueuler", "plus que si je ne te fais pas de mot ?", "oui, si y a pas de mot, ça peut passer inaperçu". Ok, ok, l'école publique est décidément surtout une école de la roublardise et de la stratégie d'évitement... Ce n'est vraiment pas l'éducation que je voulais donner à mes gosses. "Va prendre ta douche et mets-toi en pyjama poussin".

Vingt heures cinquante : "Allez les gars, il est grand temps d'aller au lit". "On a droit à une demi-heure de lecture ?", "Non poussin, il est trop tard, ça fait une petite heure que vous devriez dormir là." Rituels de la nuit, câlins tendres, bonne nuit. Ils s'endorment presque immédiatement. Mais comment font-ils ? Cinq secondes de soulagement, je vais pouvoir souffler.

Dix secondes plus tard : speedés le matin, journée de travail pour moi, d'école pour eux, de retour à la maison, les devoirs, la douche, manger, dormir. Encore une journée de foutue ! Je culpabilise. J'ai pas fini mon travail. Je voudrais être fier pour une fois. Je m'y remettrais ? Je suis épuisé. Je culpabilise. J'ai même pas eu cinq minutes paisibles avec les enfants. Pour une fois, je voudrais être fier d'être père. Je vais aux toilettes. Sur la première page de la revue qui traîne sur la tablette des chiottes, on peut lire une citation : "Les patrons n'en reviennent pas ! Les esclaves sont encore revenus travailler !". J'enrage.

Demain c'est mercredi, "la petite journée". Ils passeront tout l'après-midi à la garderie. J'enrage. Je quitterai le travail plus tôt ! Je perdrai des heures précieuses. Précieuses pour qui ? Pour quoi ? Ils passeront tout l'après-midi à la garderie. J'enrage.

Reprendre la lecture de ce roman commencé il y a si longtemps que je ne me souviens plus du début de l'histoire ? Je suis vidé. Heureusement que mes gosses n'ont pas de problèmes visibles, je ne trouverais pas une minute pour gérer ça en plus. Et si par manque de temps pour être attentif à eux, pour les observer, pour les écouter, pour les comprendre, je ne voyais rien ? J'ai envie d'aller les réveiller, de décréter que c'est les vacances et que demain il n'y a ni travail ni école, de parler avec eux, paisiblement. Ils dorment à poings fermés. Ils s'en foutent et ils ont bien raison. Ils grandissent si vite... Bientôt, il sera trop tard. Sur la pochette du vinyle qui traîne dans le salon on peut lire : "vivez heureux aujourd'hui, demain il sera trop tard". J'enrage. J'allume la télé.

Qu'est-ce là ?

Est-ce la chronique d'un inadapté social ? Non, c'est une journée normale dans la vie normale d'un mec normal. Elle ne ressemble peut-être pas à la vôtre, mais vous y trouverez probablement quelques similitudes : l'impossibilité chronique de venir à bout de toutes les tâches assignées ; l'espace exsangue laissé aux loisirs, à la réflexion, à l'autodétermination, à la révolte, à la créativité, au changement ; la culpabilité de ne jamais en avoir fini avec les obligations et les contingences, de ne pas pouvoir consacrer assez de temps à des choses essentielles ; la soumission à une hiérarchie des priorités aux antipodes de nos aspirations... Nous sommes infiniment loin de l'idéal, pourtant minimal des huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de repos que préconisait Robert Owen.

Est-ce là tout ce que nous avons pu obtenir au fil des luttes sociales ? Est-ce là le maigre fruit dont il faudrait se suffire de ce qu'il convenait, jusqu'il y a peu, d'appeler "progrès social" ? Dégager plus de temps libre et améliorer les conditions de vie. Quel temps nous reste-t-il pour prolonger, poursuivre ou réinventer ces luttes ?

"Résister c'est retrouver la puissance de vivre" disait Isabelle Stengers.
Emboîtons-lui le pas.

A l'occasion du Festival des Libertés, nous vous proposons, le 19 octobre à 18h, de prendre le taureau par les cornes, d'interroger ce rapport au temps et de penser ensemble aux alternatives qui nous sortiront de ces spirales infernales. Avec **Emeline de Bouver** (chercheuse à l'UCL), **Matéo Alaluf** (sociologue), **Vincent Liegey** (ingénieur décroissant) et **Ezio Gandin** (Amis de la terre).

Par Emmanuel NICOLAS

Coordinateur avec Pascale Jamouille du Certificat "Santé Mentale en Contexte Social : Multiculturalité et précarité" (UCL, SSM Le Méridien) et coordinateur de l'équipe socioéducative de la Maison d'accueil sociosanitaire Diapason de Charleroi

Comprendre pour agir afin d'agir pour comprendre

**La figure du clinicien chercheur : l'entre
deux au service de l'entre soi**

L'intervention sociale se voit aujourd'hui confrontée à une série d'enjeux qui ont pour effet de la fragiliser alors qu'elle est censée être renforcée. Aux côtés des baisses de subsides, la complexité et le nombre grandissant des situations vécues par les bénéficiaires de l'aide posent le décor d'un contexte d'intervention aux bords de son champ d'application. Face à cela, plusieurs options se proposent à nous. Celle qui fait l'objet de cet article se résumerait ainsi : dans un contexte de précarité sociale, ne devons-nous pas comprendre pour agir afin d'agir pour comprendre ?

En tant qu'intervenant social de proximité depuis près de vingt ans, j'ai été amené à maintes reprises à me frotter à l'effet de sidération lorsque l'on est confronté à des souffrances aiguës. Le travail social de proximité auprès des "habitants de la rue"¹ et les usagers de drogues les plus en rupture sociale, conduit l'intervenant à devenir souvent malgré lui le dépositaire d'une série de souffrances, de contradictions, de problématiques qui le mettent au cœur de l'urgence et de l'événementiel des personnes. On assiste à une transmission de souffrances chez l'intervenant, amené parfois à s'anesthésier des difficultés de l'autre et de sa propre capacité à penser. Il prend alors le risque d'absorber la souffrance de la personne ou de s'auto-exclure de la relation avec elle, base de toute finalité de soins². Voir, écouter l'autre qui souffre nous titille sur notre propre capacité à penser la souffrance. Or, si nous sommes exclus des systèmes de pensées au sujet de notre propre pratique, nous nous excluons de la capacité à résister et agir contre l'exclusion.

La précarité est en constante augmentation dans les grands centres urbains de notre royaume. Des jeunes exilés se collent aux usagers de drogues et aux habitants de la rue et occupent les interstices urbains à défaut d'autres lieux à habiter. Je choisis à dessein ce terme d' "interstices" – et le préfère à celui de "marge" – car c'est au cœur même de la cité et non à ses bords que se développe et s'accumule la précarité.

Pour différentes raisons, les modalités classiques de l'aide sociale n'ont que

trop peu accès à ces exclus de l'intérieur. L'identité du travailleur social devient trop étriquée si elle ne change pas son centre de gravité. Il s'agirait donc de considérer avec moins de gravité les situations, pour envisager que les personnes développent des ressources résiduelles ; il s'agirait également de regarder ce qui se donne à voir et ressentir d'un autre point de vue. C'est sur ces deux signifiants que l'anthropologie peut s'inviter au nécessaire débat sur la précarité et plus largement, sur la santé mentale dans nos cités. Très longtemps envisagée sous l'unique angle de l'ailleurs, l'anthropologie et ses outils d'analyse ne peuvent faire l'impasse sur ce qui se passe au coin de notre rue, dans les parcs, les squats et les gares.

Alors, c'est une inversion des rapports de force qui s'exerce lorsque les sciences humaines vont sur le terrain de la précarité et de l'intervention sociale, au cœur de la biographie de ses acteurs et des lieux qu'ils habitent. L'anthropologue va sur le terrain au plus proche du vécu des personnes pour proposer une lecture de ce qu'ils vivent et du sens qu'ils donnent à leur vécu. Les jeunes qui m'autorisent l'accès dans leur squat donnent à voir toute une frange d'une histoire qui ne date pas d'hier. C'est dans une friche industrielle que je rencontre Eric. Il a aménagé une paillasse bordée de meubles trouvés sur les bords des routes. Il me montre fièrement qu'il a pu agencer quelques armoires pour y déposer quelques vêtements et quelques métaux qu'il ira vendre pour se payer une dose. Eric est débrouillard mais n'évite pas les embrouilles qui l'ont mené plus d'une fois par la case "prison". Traversé par un parcours de ruptures affectives

et sociales, Eric s'est mis à consommer de l'héroïne et à se prostituer la nuit, dans un parc au cœur de la Ville. Les passes lui permettent de payer ses doses. Lorsqu'il parle des relations avec des hommes plus âgés, il évoque tout ce que ces relations lui rapportent et pas uniquement d'un point de vue financier : «*J'ai longtemps été abusé par un oncle, un frère de ma mère, il avait quinze ans de plus que moi. Maintenant, c'est moi qui abuse les vieux qui me paient, c'est moi qui maîtrise.*»

Conduites à risques ou vaine tentative de réparation d'un vécu empreint de souffrances ? Probablement les deux chez celui qui investit les rues et son corps comme un funambule à la recherche d'un équilibre, dans une chorégraphie intime des rapports de domination tels qu'ils s'actualisent rapidement en contexte social de précarité. Habité par une rue qu'il habite, il prend racine dans ce lieu mouvant.

La mise en récit sur la scène d'une exclusion habitée

L'histoire d'Eric n'est pas unique et encore moins univoque tant elle dessine les contours de toutes les biographies effractées qui investissent la rue. Ici, comme ailleurs, les tremblements d'une ville se mesurent à hauteur des solitudes et des troubles de l'attachement. C'est aussi de la mise en récit qu'émerge un savoir autre sur ce que les personnes vivent. L'individu est le produit d'une histoire dont il cherche à devenir le sujet. Cette recherche est propre à chacun et nous permet d'affirmer notre existence et pour tout dire, notre identité. Le récit de chacun d'entre nous naît de cette affirmation et lorsque

la personne se raconte, elle nous donne à voir, sentir et entendre toute sa subjectivité mêlée d'objectivité et d'inconscient. Ces éléments se déposent sur un temps chronologique et un temps imaginaire. Raconter ce que l'on vit, c'est vivre ce qui a été vécu d'une autre façon. Raconter, c'est remodeler le temps en re-fabriquant le passé douloureux, en supportant mieux le présent et en s'autorisant à projeter un avenir meilleur pour soi. Autrement dit, se raconter, c'est déjà faire preuve d'une capacité de résistance lorsque les conditions de sa vie fragmentent la personne au point où elle perd de son unité. En se racontant, la personne reprend la maîtrise du temps, peut recommencer à se positionner dans sa propre histoire qui, dès lors, fait sens pour elle. En effet, les processus de disqualification, de stigmatisation, d'exclusion (littéralement : être enfermé dehors) ont tendance à fragmenter l'histoire des personnes, celle qui se vit et celle qui se raconte.

Agir en mémoire

J'émetts l'hypothèse ici que, face à la précarité et ce qu'elle produit chez celui ou celle qui la vit en termes d'atteinte psychique, il y a lieu de mettre en place une écoute, un échange de paroles qui fassent émerger non pas du changement mais de la mémoire. Proposer des lieux de réappropriation de la mémoire, c'est fabriquer avec les personnes du récit de vie, une vie qui puisse s'élaborer sous forme de récit.

Il s'agit ici de la dimension politique de notre engagement à faire de la parole une création et un lieu de résistance face à la précarité. Pour ce faire, il semble impor-

tant de produire des traces de ce que nous faisons et la parole devient support social si elle fait résistance et produit du sens.

Eric est un de ces jeunes dont l'histoire est glanée par le chercheur dans ses balades nocturnes. Mais surtout, Eric est un de ces jeunes oubliés du social, mis hors de la réalité sociale à force d'écart de logique, de méfiance et de défiance.

La formation que nous organisons et qui est le fruit d'un long partenariat entre l'Université et le Service de Santé Mentale prend le pari que ces écarts de logiques ne peuvent se réduire que par une implication alternative, dans la mise en recherche de ce que l'autre vit de sa précarité et de son exil mais aussi dans la mise en recherche de soi dans sa pratique sociale. Les psychologues et psychiatres développent, à partir de l'expérience de la posture de clinicien chercheur, des cliniques plus proches de leur public, des innovations du quotidien. Chaque année, ce ne sont pas moins de trente professionnels de l'aide sociale, de la santé, de l'éducation et de la santé mentale qui viennent expérimenter ce double mouvement de l'entre deux pour recréer de l'entre soi.

¹ Je préfère cette terminologie au terme de "sans-abris", "sdf"... , ceux-ci étant trop souvent restreints à ce que les personnes n'ont pas, à les définir par défaut. D'autre part, les constats actuels laissent entrevoir que les personnes doivent produire des ressources personnelles car la situation perdure davantage, la rue devenant un lieu d'habitat.

² E. NICOLAS, *Expérience ethnographique auprès de travailleurs sociaux de proximité en souffrance. L'auberge espagnole*, 2006 . http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/formationcontinue/documents/ARTICLES_Auberge_espagnole12.pdf

Emmanuel Nicolas sera présent aux côtés de **Fatiha Ajbli**, **Pascal Nicolas-Le Strat** et **Josep Raffanell i Orra** pour débattre à propos des liens entre production du savoir et engagement, le vendredi 18 octobre à 18h00, dans le cadre du Festival des Libertés.

Par Marc MAESSCHALCK

Enseignant-chercheur à l'UCL sur la gouvernance démocratique et l'action collective, intervenant en milieu professionnel et formateur syndical

Divergences et convergences des résistances sociales

Face aux politiques d'austérité menées tambours battant dans toute l'Europe, différentes formes de résistance sociale s'organisent et tentent d'exprimer le ras-le-bol des populations victimes de ces mesures radicales. On retrouve partout le même sentiment d'être contraint à des sacrifices pour payer les excès d'un marché spéculatif hors de contrôle et destructeur de l'"économie réelle". De plus, la confiance est rompue tant à l'égard des responsables qui recommandent d'appliquer l'austérité qu'à l'égard des prétendus experts qui ont laissé survenir la crise sans avertir ceux qu'ils conseillaient.



Dans ce climat délétère, de multiples initiatives sociales tentent de tirer parti du mécontentement pour jouer un rôle politique au nom des citoyens. Sur le plan de l'analyse de cette agitation sociale légitime au vu de la souffrance engendrée et de la déroute économique de pays entiers, il est difficile de faire le tri, de catégoriser, de partager l'ancien et le nouveau. Le contexte est certainement mal choisi pour se risquer à de telles distinctions, car c'est actuellement plutôt la réactivité sociale qui importe, les réflexes de survie, la recherche d'alternatives politiques et économiques.

Activisme social : l'ancien et le nouveau

Dans cette phase réactive, l'ancien côtoie le nouveau : les activistes de tout bord dans les multiples mouvances de gauche qui ont jalonné notre histoire sociale se retrouvent à propulser de nouvelles plates-formes de mobilisation à coup de réseaux sociaux, de sit-in, d'occupations, de masques, de tags, pour renforcer la prise de conscience collective et revendiquer une sortie de l'austérité. Il est certain qu'à travers ces actions une nouvelle forme de gauche tente de se réorganiser avec différents agendas spécifiques et des visions de l'action à long terme particulières et peu débattues sur la place publique. Assez classiquement, beaucoup de ces organisations s'en prennent essentiellement à la classe possédante, aux nantis du système, à la soumission des politiques à leur pouvoir et au simulacre de démocratie que cache mal la technocratie européenne. Elles considèrent donc qu'il faut à tout prix trouver une porte de sortie au capitalisme financier et au régime des dettes publiques.

Ces manifestations réactives croisent sans aucun doute une recherche d'action collective nouvelle contre les dysfonctionnements du système capitaliste financiarisé et mondialisé. Alors que certains collectifs se sont structurés récemment à l'occasion de la conjoncture pour tenter de canaliser les mécontentements, l'altermondialisme ou la lutte contre la dette ont une histoire plus longue. Ces mouvements s'inscrivent eux-mêmes dans une recherche plus radicale de renouveau de l'action politique innovante, parfois moins médiatisée. On trouve ainsi au Japon plusieurs mouvements radicaux parmi les jeunes qui incarnent une orientation dite post-matérialiste en décrochage avec les valeurs du monde industriel productiviste qui a conduit à la catastrophe nucléaire de Fukushima. Aux Etats-Unis, les analystes de marché se sont intéressés à ces segments de population qui cherchent à décrocher des standards de la société industrielle pour créer de nouvelles niches de pratiques. Ils les appellent les LOHAS (*Lifestyles of health and sustainability*), parmi lesquels on compte notamment les LOVOS (*Lifestyles of Voluntary Simplicity*).

Ces formes plus radicales de contestation du modèle dominant ont l'intérêt de s'en prendre à l'hégémonie culturelle de la consommation dont procèdent la surproduction et le gigantisme industriel. D'autres actions plus conjoncturelles se concentrent sur un levier particulier comme le contrôle des transactions financières ou l'abolition des dettes publiques pour relancer le système sur des bases assainies. Même en apparence radicales, ces mesures appartiennent au réformisme et le consolident indirectement en confirmant l'idée que des

mesures spéciales bien choisies pourraient apporter une solution.

Et les syndicats ?

Face à l'activisme social que suscitent la crise et la violence des politiques d'austérité, les organisations syndicales sont diversement perçues et cherchent elles-mêmes leur place. D'un côté, parties prenantes du système de concertation sociale nationale, elles apparaissent comme des reliquats du passé et sont critiquées au même titre que les politiques avec lesquelles elles essaient de sauvegarder tant bien que mal les systèmes régionaux de protection sociale. Dans ce cas aussi, on retrouve des positions classiques de l'histoire sociale déjà clairement exprimées lors des mouvements de mai 68. L'appareil syndical est assimilé à un appareil d'Etat : bureaucratique, lourd, soucieux de son pouvoir et de sa reproduction, il partage en partie les intérêts de ceux qu'il combat, s'identifie aux canons productivistes des industriels pourvoyeurs d'emploi et aux canons consuméristes de la classe moyenne des travailleurs d'abord occupés de leur pouvoir d'achat. Pourtant, les organisations syndicales continuent d'être courtisées pour apporter leur soutien aux plates-formes et aux actions qui foisonnent. Régulièrement d'ailleurs, elles répondent positivement et participent, même si de nouveau ces participations ponctuelles sont critiquées, soit parce que les syndicats sont suspectés de vouloir récupérer des actions, soit parce qu'on les accuse d'être chargés de les désamorcer. Généralement, c'est la théorie du tampon social qui prévaut : les syndicats servent à canaliser et calmer provisoirement les mécontentements en leur fournissant un lieu d'expression sans véritable lendemain.

Force est pourtant de constater que la réalité du syndicalisme au quotidien face à l'austérité est toute autre, sans que cela n'enlève rien à une difficulté de positionnement idéologique sur laquelle nous aurons à revenir. Tout d'abord, dans son quotidien, une organisation syndicale n'a aucun moyen d'échapper aux dégâts créés par l'austérité et par la crise économique. Fermetures, restructurations, gel des salaires, précarisation des contrats de travail, sous-emploi, travail clandestin, fraude à l'assurance sociale, augmentation des cadences, gains au détriment de la sécurité, redéfinition des tâches... Le quotidien des secteurs et des entreprises rend l'action syndicale difficile et périlleuse pour ses représentants. La diminution du pouvoir d'achat de ceux qui sont en activité, la précarisation des jeunes et des aînés, la paupérisation des chômeurs et des allocataires sociaux sont des réalités auxquelles les militants syndicaux sont confrontés dans toutes leurs actions. Face aux demandes spécifiques du terrain et aux critiques qu'ils reçoivent, ces acteurs n'ont pas réellement de réponse globale à apporter. Ils apportent des compétences de négociation, d'assistance juridique, d'orientation sociale, ils tentent d'aller à l'encontre du discours dominant et de répondre à la morosité ambiante. Autant ils sont efficaces dans l'action de proximité, autant il leur est difficile d'élever le débat et d'amener le combat vers un projet plus large. Les solutions dont leur organisation est porteuse sont généralement connues et relancent un discours de gauche déjà entendu, même s'il ne manque pas pour autant de courage : relancer le partage du temps de travail, lutter contre la fraude fiscale, agir par des réformes fiscales ambitieuses, créer de l'emploi vert, renforcer les dispositifs de formation et de réo-

rientation de carrière, garantir des emplois décents, de qualité contre la multiplication des contrats précaires, etc.

Vers un renouveau du combat idéologique ?

Ces propositions ne sont pas sans intérêt et appartiennent à la même veine réformiste que d'autres propositions portées globalement par les mouvements citoyens et les nombreuses plates-formes de gauche. Pourtant, une véritable lutte sociale a besoin d'un cadre idéologiquement plus ambitieux et plus solide si elle veut trouver une issue à la crise structurelle du système industriel-capitaliste que nous traversons.

Un tel souci existe dans les organisations syndicales. On pourrait même parler dans différents lieux d'un regain d'intérêt pour un véritable combat idéologique. On le rencontre, par exemple, chez les acteurs qui tentent d'organiser les travailleurs sans emploi. Difficile en effet d'imaginer un travail efficace avec cette population exclue du travail sans affronter l'image sociale qui est construite d'elle et qui tente de transformer les victimes du sous-emploi en coupables, manquant des capacités nécessaires pour se réinsérer sur le marché de l'emploi où des postes resteraient non pourvus. Pour déconstruire les dégâts produits par les discours officiels sur le chômage, comme d'ailleurs ceux engendrés sur la mauvaise gestion publique des pays endettés, il faut engager une lutte sur le plan idéologique, aller à contre-courant des préjugés et surtout ouvrir d'autres perspectives de résolution de problème, d'autres axes d'action collective. En Belgique, par exemple, les travailleurs sans emploi de la CSC mènent

une action sur le long terme contre les préjugés qui consistent à mieux en identifier les causes pour parvenir à les remettre en question lorsqu'ils s'expriment et à relancer leurs porteurs vers des attitudes plus constructives et plus innovantes. D'autres initiatives du même genre existent dans des formations de cadres syndicaux pour tenter de parvenir à se donner une vision plus globale des enjeux et apporter des propositions d'action plus concrètes aux affiliés.

Il existe donc, par un effet de réalité au contact des multiples victimes de la crise et de l'austérité, une conscience dans les organisations syndicales de la nécessité d'une radicalisation idéologique de la lutte à mener aujourd'hui pour amorcer la sortie du modèle créateur de destruction sociale. Mais en même temps, ces organisations peinent à créer de nouveaux repères, d'une part parce qu'elles sont absorbées par nombre de combats d'arrière-garde provoqués par les déchirements de l'ancien tissu social et, d'autre part, parce que leur histoire a été intimement liée à la croissance et à la saturation du modèle industriel productiviste. Cependant, des pratiques innovantes existent aussi dans ces organisations en réponse aux souffrances du terrain, aussi bien en entreprise que dans la rencontre de publics plus sensibles touchés par la précarisation des statuts et les discriminations à l'emploi. Des mécanismes de formation solides sont aussi présents et pourraient fournir un appui culturel essentiel pour une action idéologique.

Reste à retrouver le sens premier de la lutte idéologique. Celle-ci n'a rien d'un combat d'idées ou de quelques propositions jetées à l'emporte-pièce sur un papier. C'est un

processus collectif d'éducation en lien à la pratique. Il s'agit de vérifier collectivement qu'en abandonnant des préjugés et en se mettant à agir de manière concertée sur d'autres bases on parvient à produire des effets de société innovants. Ce type de déplacement est même la condition pour élaborer de nouvelles solutions : on apprend, on se donne la chance d'essayer et de se corriger, on peut expérimenter de nouveaux rôles, de nouvelles alliances. La lutte idéologique ne remplace pas le savoir nécessaire à de nouvelles solutions, mais elle est la condition. Tant que les pratiques sont coincées dans la répétition des vieilles recettes et des préjugés, on n'apprend rien.

Un point de rencontre : la société durable

Cette leçon pourrait également s'appliquer aux relations entre "nouvelle gauche" et syndicalisme. Le point de rencontre n'est pas d'ordre conjoncturel pour des alliances limitées, il est plutôt d'ordre idéologique. De la prolifération des réactions sociales, le syndicalisme peut apprendre un intérêt nouveau pour un modèle de développement inédit, capable de se détacher des dogmes productivistes et consuméristes. De plus en plus de militants des organisations ont acquis la conscience qu'il faut trouver les moyens d'évoluer vers une société durable. Mais il faut traduire cette conviction dans un cap politique et économique, à travers de nouvelles pratiques. Ce cap reste à inventer. C'est là l'enjeu du point de rencontre idéologique entre nouvelle gauche et syndicalisme.

Pour inventer ce cap, il est nécessaire d'agir autrement, en partant de projets communs

en lien à des territoires mesurables avec des objectifs évaluables autour du défi d'avenir pour notre société : la durabilité. Au-delà de l'hyper-criticisme des uns et des lourdeurs des autres, c'est aujourd'hui la manière de produire une société à "durabilité forte" avec différents types de partenaires qui est l'enjeu. Il faut dès lors élargir le spectre d'action des uns et des autres, apprendre à travailler et à agir autrement, avec des partenaires peut-être inattendus, mais en fonction d'une cause claire.

De ce point de vue, tant les organisations de travailleurs que les "nouveaux mouvements" sont loin d'avoir tiré tout le parti des nouvelles méthodes de gouvernance en quête de solutions innovantes. Pourtant, la réponse à la crise passe nécessairement par le choix de nouveaux mécanismes coopératifs pour relancer les politiques publiques en fonction d'un territoire et d'un objectif de transition vers une société durable. Et dans ce cadre, la manière de remobiliser les acteurs pour les engager collectivement dans le partage de leurs savoirs et de leur capacité à "faire-pouvoir" est décisive. Comment interagir avec ces mécanismes d'action publique ? Citons, par exemple, le recours au diagnostic territorial partagé par les pouvoirs publics : comment se positionner par rapport à de tels outils ? Les acteurs concernés vont-ils prôner une fin de non recevoir par désaccord idéologique avec les gadgets du "new public management" ou saisir l'occasion d'une nouvelle sphère d'influence ? Ces acteurs seront-ils prêts à mettre leur poids dans la balance et à coopérer efficacement pour changer la manière d'engager les politiques publiques et de les évaluer ? Comment établiront-ils des alliances pour remplir ce nou-

veau type de rôle ? Comment éviteront-ils la capture de ces dispositifs par les intérêts dominants déjà connus et bloqueront-ils la répétition des modèles clientélistes ou opportunistes ?

Il est urgent tant pour les organisations syndicales que pour les mouvements progressistes alternatifs de se positionner différemment par rapport à une gouvernance de sortie de crise. Ce positionnement exige à la fois de nouveaux cadres idéologiques d'action (une nouvelle intelligence collective) et une coopération renforcée avec d'autres acteurs concernés de la société civile dans le monde de la culture et de l'éducation, par exemple, et pas uniquement dans le monde économique. Il faut définir un cap et une communauté d'action.

Rendez-vous le mardi 22/10 à 19h00 au Foyer du Théâtre National pour discuter des Convergences possibles contre l'austérité avec Laurence Blésin, Myriam Bourgy, Felipe Van Keirsbilck, Jean-François Tamellini, Charlotte Ullmann & Hanno Bruchmann, Nathalie Pipart, Myriam Djegham.

Par Franck GAUDICHAUD

Membre du comité de rédaction de la revue ContreTemps, co-président de l'Association France Amérique Latine et maître de conférences en Civilisation de l'Amérique latine à l'Université Grenoble III

Gauche(s) et pouvoirs populaires :

penser le haut et le bas de l'émancipation en Amérique latine¹

Comment le continent latino-américain est-il passé des dictatures des années septante au virage à gauche toute en passant par des années de soumission aux institutions économiques internationales ? Quels sont les mouvements et les revendications du peuple qui ont fait émerger ce nouvel ordre ? Quels compromis pour survivre dans une mondialisation néo-libérale productiviste ? Peut-on en tirer des leçons pour l'Europe des années 2010 ?



Depuis maintenant plus d'une décennie, l'Amérique latine apparaît comme une "zone de tempêtes" du système-monde capitaliste. La région a connu d'importantes mobilisations collectives et luttes sociales contre les ravages du néolibéralisme et ses représentants économiques ou politiques, qui ont abouti dans certains cas à la démission ou la destitution de gouvernements considérés comme illégitimes. Le changement des rapports de force régionaux, dans l'arrière-cour des États-Unis, s'est aussi traduit sur le plan politique et institutionnel par ce qui a été qualifié de "tournant à gauche" ainsi que, dans certains cas, par une décomposition du système des partis traditionnels².

Après avoir été le laboratoire de l'expérimentation du néolibéralisme, l'Amérique latine est devenue, depuis le début des années 2000, le laboratoire de la contestation du néolibéralisme. Des oppositions y ont surgi de manières diverses et désordonnées : des révoltes comme le Caracazo vénézuélien réprimé dans le sang (1989) ou le zapatisme mexicain, des luttes victorieuses contre des tentatives de privatisations comme les guerres de l'eau et du gaz en Bolivie ou encore des mobilisations paysannes massives comme celles des cocalleros boliviens et des sans-terres brésiliens. Entre 2000 et 2005, six présidents sont renversés par des mouvements venus de la rue, principalement dans la zone andine : au Pérou en 2000 ; en Équateur en 2000 et 2005 ; en Bolivie, suite à la guerre du gaz en 2003 et en 2005 et enfin une succession de cinq présidents en deux semaines en Argentine lors de la crise de décembre 2001. À partir de 1999, des gouvernements se

revendiquant de ces résistances se constituent. En un peu plus d'une décennie, plus de dix pays basculent à gauche, s'ajoutant à Cuba où les frères Castro sont toujours au pouvoir. Portés par ces mouvements sociaux puissants, de nouveaux gouvernants de gauche aux trajectoires atypiques s'installent au pouvoir : un militaire anti-impérialiste au Venezuela, un militant ouvrier au Brésil, un syndicaliste cultivateur de coca en Bolivie, un économiste chrétien hostile à la dollarisation en Équateur, un prêtre issu de la théologie de la Libération au Paraguay...

En écho aux revendications de celles et ceux "d'en bas" et/ou au début de crise d'hégémonie du néolibéralisme, quelques gouvernements mènent des politiques aux accents anti-impérialistes et des réformes de grande envergure, notamment en Bolivie, en Équateur et au Venezuela. Plutôt qu'un affrontement avec la logique infernale du capital, ces derniers s'orientent vers des modèles nationaux-populaires et de transition post néolibérale, de retour de l'État, de sa souveraineté sur certaines ressources stratégiques, avec parfois des nationalisations et des politiques sociales de redistribution de la rente en direction des classes populaires, mais tout en maintenant des accords avec les multinationales et les élites locales. C'est aussi dans ces trois pays que se sont déroulées les plus importantes avancées démocratiques sur le plan constitutionnel de cette décennie, grâce à des assemblées constituantes novatrices.

Le "progressisme gouvernemental" revêt aussi parfois les habits d'un social-libéralisme *sui generis*, particulièrement au Brésil (et de manière différenciée en Argentine), combinant une politique volonta-

riste et des transferts de revenus destinés aux plus appauvris à d'amples faveurs aux élites financières et à l'agrobusiness. Selon l'économiste Remy Herrera : "*L'intelligence politique du président Lula tient en ce qu'il a résolu un dilemme, tout à fait insoluble pour ses prédécesseurs de droite, dans leur recherche d'un néolibéralisme "parfait" : celui d'approfondir la logique de soumission de l'économie nationale à la finance globalisée, tout en élargissant l'assise électorale au sein des fractions défavorisées des classes exploitées contre lesquelles cette stratégie est pourtant dirigée.*" Dans d'autres pays, les mouvements populaires doivent toujours faire face à des régimes conservateurs et ouvertement répressifs, au terrorisme d'État, aux mafias ou au paramilitarisme, comme c'est le cas en Colombie et au Mexique ou encore au Paraguay (depuis le coup d'État "dit légal" de juin 2012) et au Honduras (depuis le coup d'État de 2009). En pleine crise internationale du capitalisme, la région montre néanmoins des taux de croissance du Produit intérieur brut étonnants, mais une "croissance" inégale, essentiellement basée sur l'extractivisme, c'est-à-dire le saccage des ressources naturelles, l'extraction massive et à grande échelle de *commodities* (pétrole, gaz, minerais, etc...) extrêmement coûteuse sur le plan social et environnemental.

Néanmoins, si l'on compare l'état actuel du continent avec les années 1970-1990, de nombreuses évolutions sociopolitiques sautent aux yeux. Les années 1990 ont été celles des applications sauvages des préceptes du FMI, des ajustements structurels, des dérégulations et des privatisations au nom d'une supposée efficacité économique, aboutissant à la destruction de sec-

teurs entiers des services publics. L'Amérique latine a vraiment subi de plein fouet le "néolibéralisme de guerre" (pour reprendre l'expression du sociologue mexicain Pablo González Casanova). Ces périodes ont souvent succédé à des longues dictatures. Aujourd'hui, les spécialistes parlent de réduction de la pauvreté et des inégalités et s'intéressent au continent en termes de "consolidation démocratique".

Mouvements sociaux, utopies concrètes, pouvoirs populaires

La région a été traversée par de grands moments révolutionnaires et plusieurs projets nationaux, souvent vaincus, de transition anti-impérialiste : de la révolution mexicaine dès 1910 – bien avant la révolution russe – jusqu'aux discussions actuelles – quoique embryonnaires – sur le socialisme "du XXI^e siècle", en passant par la révolution cubaine (1959) et bien d'autres encore... Autre évidence, le continent latino-américain est de nouveau, et à la différence d'un "vieux monde" en pleine crise de civilisation, un terrain d'essai pour la construction d'alternatives : n'est-ce pas sous ces latitudes, dès les années 1990, que se tinrent les forums sociaux mondiaux, conçus comme des expériences de démocratie participative ; n'est-ce pas là aussi que l'on peut situer les premières expressions des résistances globales au néolibéralisme, en particulier au travers du cri symbolique "*¡Ya Basta !*" des néozapatistes chiapanèques contre les traités de libre-échange ; n'est-ce pas, enfin, au sud du Rio Bravo que l'on parle désormais de "bien vivre", de droits de la Nature et des biens communs, d'État plurinational ou encore d'autonomies indigènes ? Quant à la notion de "pouvoir populaire", ce *poder*

popular consiste en une remise en cause des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, des mécanismes de domination matérielles, de genre, de "race" ou symbolique.

Il est également nécessaire de souligner que les émancipations latino-américaines toujours en chantier se différencient aussi largement de la constellation des indignations mondiales. Tout d'abord car elles ont pu passer, parfois depuis plusieurs années, de l'offensive à la construction, de l'indignation à la création alternative. Mais surtout, ces expériences ont leur propre répertoire et ne prétendent en aucun cas signifier des modèles "clefs en main", ou encore du prêt-à-porter de praxis militantes censées être applicables mécaniquement sous d'autres cieux. Ces processus naissent des entrailles même des conditions matérielles et subjectives du capitalisme latino-américain, de sa violence, de son exclusion, dans lesquels ils sont immergés. Comme le disait José Carlos Mariátegui (marxiste péruvien, 1894-1930), le socialisme indo-américain ne peut surgir "ni du calque, ni de la copie" d'autre modèles importés : il sera "création héroïque". Dépossédées ou menacées d'expropriation, craignant pour leurs terres, leur travail et leurs conditions de vie, beaucoup de ces organisations ont trouvé une identification politique dans leur dépossession (les sans-terre, les sans-travail, les sans-abri), dans les conditions sociopolitiques de vie communautaire menacée (les mouvements d'habitants, les assemblées citoyennes). Ces nouvelles formes d'organisation sont notamment marquées par l'horizontalité, l'importance de la discussion en assemblées et la revendication d'un territoire de luttes.

En bas, en haut et à gauche. Changer le monde en transformant le pouvoir et... la société

Une réflexion sur ce laboratoire latino-américain s'avère riche de pistes de réflexions sur toute une série de questions : rapport entre autonomies sociales et État, relation entre mouvements, partis et institutions, formes d'organisation des classes populaires et liens entre le local, le national et le global, rapport au marché comme aux autres secteurs sociaux subalternes, etc. Depuis quelques années, les débats autour de comment "changer le monde"³ sont très présents en Amérique latine mais aussi autour du rapport au Pouvoir qu'engagent les diverses modalités de transformation sociale. Certains analystes et militant-e-s ont été séduit-e-s par l'idée de la construction d'un "anti pouvoir", ou d'un contre pouvoir, uniquement basé sur l'autonomie des mouvements sociaux, des "multitudes" et d'espaces communautaires autogérés. On retrouve, avec des sensibilités différentes, ces idées chez Toni Negri, Miguel Benasayag et, surtout, John Holloway. Ce dernier, s'inspirant particulièrement de la riche expérience zapatiste, appelle ainsi à "*changer le monde sans prendre le pouvoir*"⁴.

Parmi les écrivains "mouvementistes" latino-américains les plus féconds s'étant intéressés aux expériences bolivienne ("guerres" de l'eau et du gaz), argentine (travailleurs "désoccupés" et *piqueteros*) et particulièrement mexicaine, Raúl Zibechi parle de "*dispenser le pouvoir*". Pour Zibechi, le défi serait désormais de "*fuir l'État, d'en sortir*".

D'autres auteurs, dans le sillage d'un marxisme plus orthodoxe, ont eu tendance à tordre le bâton dans l'autre sens et insister – à l'inverse – sur la nécessité de *prendre* le pouvoir d'État pour forger des alternatives solides à l'impérialisme et au capitalisme. Revendiquant davantage l'héritage cubain ou le processus bolivarien vénézuélien, rappelant (à juste titre) la violence des expériences contre-révolutionnaires en Amérique latine, le sociologue argentin Atilio Borón critique ainsi l'absence de consistance intrinsèque de l'antipouvoir face à l'impérialisme, aux militaires ou aux multinationales.

Mais comment "prendre" le pouvoir sans *se faire prendre* dans les rets de ce pouvoir ou s'en accommoder au nom d'un certain "réalisme possibiliste" institutionnel (question posée récemment par l'histoire du Parti des travailleurs au Brésil) ? Comment construire des formes de pouvoir populaire constituant, voire de double pouvoir, façonnant des institutions radicalement démocratiques, contrôlées par en bas et socialisant le pouvoir à tous les pores de la société (au lieu de l'étatiser) ? Ce qui est en jeu, c'est le difficile passage de pouvoirs constituants aux pouvoirs institués et les modes d'articulation entre démocratie directe, participative et représentative, entre espaces de délibération et de décision. C'est très clairement la question posée par les conseils communaux au Venezuela, effectivement souverains à une certaine échelle, mais dépendants directement d'une relation souvent verticale avec l'exécutif bolivarien (d'Hugo Chávez et, désormais, de Nicolas Maduro).

Enfin, soulignons que les gouvernements actuels, et leur orientation générale néodé-

veloppementiste ou en faveur d'un "capitalisme ando-amazonien", rappellent une fois de plus que les gauches peuvent gagner le gouvernement, sans que le peuple ne gagne pour autant mécaniquement le pouvoir. D'où l'idée de processus en construction mais aussi en "dispute". Que penser du gouvernement nationaliste de Ollanta Humala au Pérou, qui avait reçu l'appui de toute une partie de la gauche et de la société civile et qui aujourd'hui incarne la figure d'un gouvernement au service des transnationales minières, prêt à réprimer son peuple ? Et qu'en est-il des relations tendues entre toute une partie des mouvements sociaux, indigènes, ouvriers, avec des gouvernements nationalistes-populaires ou progressistes (tels par exemple ceux de Correa en Equateur, Roussef au Brésil ou Morales en Bolivie) : certains militant-e-s dénoncent ce qu'ils considèrent comme un nouveau visage du capitalisme périphérique davantage que comme une perspective de réformes réellement post-néolibérales⁵. Il faut alors décrypter aussi, et comprendre, ces tensions et contradictions, au risque d'en rester à une image rêvée des processus en cours.

Comme le remarquait Daniel Bensaid lors de son débat avec John Holloway : "*Il faudra bien oser aller au-delà de l'idéologie, plonger dans les profondeurs de l'expérience historique, pour renouer les fils d'un débat stratégique enseveli sous le poids des défaites accumulées. Au seuil d'un monde en partie inédit, où le nouveau chevauche l'ancien, mieux vaut reconnaître ce qu'on ignore, et se rendre disponible aux expériences à venir, que de théoriser l'impuissance en minimisant les obstacles à franchir*"⁶.

Une conviction pourtant : ces utopies concrètes vues du Sud, au-delà de leurs difficultés, peuvent nous aider à nous réarmer sur le plan des idées, de la stratégie et à (re)penser comment transformer le monde.

¹ Ce texte est extrait de son introduction à l'ouvrage collectif qu'il vient de coordonner : *Amériques Latines. Emancipations en construction* (Editions Syllepse, 2013) et paru par ailleurs dans la revue *Regards* (Institut de recherche du SNESUP)

² Frank Gaudichaud [Dir.], *Le volcan latino-américain – Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Textuel, 2008, 448 p. (réédition actualisée en espagnol en 2012 chez Otramérica : <http://blogs.otramerica.com/editorial>).

³ C. Whithaker, *Changer le monde. Nouveau mode d'emploi*, Editions de l'Atelier, Paris, 2006.

⁴ J. Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Syllepse, Paris, 2008.

⁵ C'est par exemple le cas, en Équateur, des militant-e-s indigènes de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) ou encore d'intellectuels critiques comme Alberto Acosta et Pablo Davalos.

⁶ P. Corcuff et M. Löwy (coord.), Dossier "Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes", *Contretemps*, n°6, Paris, février 2003.

Envie d'approfondir le sujet ?
Un débat autour des conditions et les dynamiques favorables au changement à l'œuvre en Amérique Latine aura lieu le vendredi 18 octobre à 21.00 (Salle J. Huisman) au Festival des Libertés, en présence de **Eric Toussaint, Frédéric Louault, Carlos Mendoza et Bérengère Marquez-Pereira.**

Par Véronique HUENS

Coordinatrice éducation permanente à Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises (SAW-B)

Initiatives citoyennes et économie sociale

Ces dernières années, de nombreuses initiatives économiques sont nées, menées par des individus dont ce n'est a priori pas la spécialité. Ces nouvelles activités "citoyennes" s'observent dans des domaines comme l'alimentation (groupes d'achats collectifs ou solidaires, jardins collectifs, magasins coopératifs de quartier, etc.), l'énergie (coopératives éoliennes, réseau de chaleur, etc.), les services et monnaies alternatives (systèmes d'échange local), l'éco-construction, les services de proximité, etc.

Souvent portées par des bénévoles, il est intéressant de se demander quel est le "potentiel de pérennité" de ces structures. Doivent-elles se professionnaliser pour durer ou peuvent-elles se maintenir dans leur organisation actuelle ?

En pratique, ces initiatives citoyennes sont proches de l'économie sociale tant par leur mode d'organisation (démocratie interne) que par leur finalité : non pas le profit pour le profit mais d'abord un service à la collectivité. Peut-on voir dans ces nouveaux circuits les contours de "l'économie sociale de demain" ? Dès lors, quelle est la capacité de ces initiatives à "faire économie" ?



L'économie sociale ?

L'économie sociale s'ancre dans une histoire qui remonte aux premiers syndicats, mutuelles et mouvements communautaires. Elle est le fait d'hommes, de femmes qui, face à une situation problématique (chômage, dégâts environnementaux, manque de services abordables, etc.) ont décidé d'agir collectivement. Les structures auxquelles ils ont donné naissance (essentiellement des coopératives et des associations) développent une activité économique (production de biens ou de services) et partagent les quatre principes suivants :

- 1 - Une finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit
- 2 - Une autonomie de gestion (il s'agit d'initiatives privées)
- 3 - Un processus de décision démocratique (basé sur le principe "une personne = une voix" et non pas "une part = une voix") ;
- 4 - La primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus (à savoir une rémunération limitée du capital).

En Belgique francophone, on dénombrait en 2010, 10 141 entreprises d'économie sociale, soit 173 307 emplois, dont la majorité est occupée par des femmes. Entre 2005 et 2010, l'économie sociale a connu 35% de croissance des postes de travail.

L'économie sociale est présente dans de très nombreux secteurs d'activité : construction, restauration, services à la personne, mobilité, insertion socioprofessionnelle, recyclage, culture, nouvelles technologies, petite enfance, santé, recherche et formation, commerce équitable, etc.

Quelques acteurs bien connus : les maisons médicales, les entreprises de travail adapté, les ressourceries (Terre, Oxfam, les Petits riens, etc.), les points vélos, etc.

Pour en savoir plus sur l'économie sociale : <http://www.concertes.be/joomla/images/documents/cartographie%20es%202008.pdf>

L'étude que SAW-B a consacrée en 2010 aux initiatives citoyennes posait les deux constats suivants.

Ces initiatives représentent une bulle d'air importante, une occasion de questionner et titiller les acteurs "établis" de l'économie sociale. Parce qu'elles apportent de nouveaux regards sur l'alternative économique, sur les échanges de biens et de services, sur les méthodes de gestion, etc. Elles ont une capacité d'innovation que d'autres ont en partie perdue parce qu'enveloppés sous la paperasse, les rapports de subsidiarité, une certaine routine ou désillusion, etc.

Inversement, l'histoire montre que les initiatives citoyennes tendent à s'essouffler si elles ne se structurent pas un minimum. Les risques sont que les bénévoles s'épuisent ("ce sont toujours les mêmes"), que les dynamiques participatives de décision s'étiolent ("les plus "vieux" décident tout. "Les nouveaux ne s'y retrouvent pas", "on discute, on discute mais on n'aboutit pas") ou que le projet disparaisse. Une certaine forme de structuration semble alors parfois nécessaire pour que l'activité se pérennise. C'est-à-dire une organisation stable qui n'est pas forcément synonyme d'emplois salariés. Il importe aussi d'établir un modèle, quelques règles ou procédures, peut-être une structure juridique. Cela passe-t-il obligatoirement par la forme "entreprise" ? Pas forcément. Suivant les secteurs, différents modes d'organisation pérenne sont possibles. Et dans ce processus, l'économie sociale peut aider les initiatives citoyennes parce qu'elle connaît bien les pièges à éviter pour que structuration ne

rime pas avec "instrumentalisation", perte de capacité d'innovation, etc. Il y a donc une plus-value évidente à ce que les initiatives citoyennes et l'économie sociale se rencontrent, s'épaulent, se questionnent mutuellement.

Mais au-delà de ces deux constats, ces initiatives citoyennes pourraient-elles constituer une alternative réelle, voire un nouveau modèle économique ? C'est la question de la portée "politique" de ces initiatives qui est ici posée. Et la question est identique pour l'économie sociale plus "établie". La première chose à regarder est la prise de position de ces structures elles-mêmes. Souhaitent-elles modifier le modèle économique dominant ? Quelle est leur utopie, leur vision ? Pourquoi se sont-elles créées et que souhaitent-elles pour demain ?

Certaines initiatives citoyennes et structures d'économie sociale n'ont pas d'autre objectif que de proposer une réponse ici et maintenant à un groupe de citoyens. Elles ne souhaitent pas s'inscrire dans une dimension plus politique de changement du modèle économique en place. Ce qui ne veut pas dire qu'elles ne proposent pas, au niveau local, une certaine alternative. C'est le cas, par exemple, d'un groupement d'achat commun qui nous expliquait qu'ils ne souhaitaient pas entrer dans un réseau avec d'autres initiatives similaires. D'abord parce qu'ils craignaient qu'on vienne leur dire ce qu'ils devaient faire et comment. Ensuite parce qu'ils ne souhaitaient pas donner à leur initiative une autre dimension que celle qu'elle avait pris : une initiative locale qui, au travers de l'achat groupé, créait un lieu de convivialité entre

voisins. Et c'est déjà beaucoup ! Même chose pour des structures d'économie sociale qui au travers de leur action "locale" (ex : redonner une place à des personnes sans emplois) ne visent nullement à modifier les règles du jeu. Mais le fait simple d'exister et de penser "autrement" les relations économiques, la place de l'humain et de travailleur, ne représente-t-il pas déjà une (ébauche d')alternative ? Un modèle dont d'autres pourraient s'inspirer et qui ferait alors tâche d'huile ?

Nous pourrions qualifier ces initiatives de tentatives pour se réapproprier l'économie, l'entreprise, les biens communs, la solidarité, l'innovation. Comme le dit la philosophe Isabelle Stengers, "*se réapproprier, ce n'est pas seulement lutter contre l'exploitation, pour la redistribution des richesses produites. C'est guérir des effets de l'expropriation, redevenir capable d'affirmer et de lutter pour ce à quoi on tient. C'est la condition de ce qu'on appelle parfois une intelligence collective, chacun apprenant à penser par, grâce et avec les autres. Le collectif est puissant de ce qu'il est multiple, de ce qu'il invente des manières de poser les problèmes dont chacun, isolément, serait incapable*"¹.

Pour certains, l'initiative locale n'est clairement pas suffisante. "*Pourquoi faire ça si on reste une goutte d'eau dans l'océan, qu'on continue à se faire bouffer par la logique capitaliste du tout à l'argent et au profit ?*". Pour créer une réelle alternative, il faut pouvoir modifier les règles du jeu. Et cela nécessite de se structurer d'abord et d'ensuite se rencontrer, se renforcer, échanger ses expériences, créer un réseau et porter des revendications

communes auprès des pouvoirs publics ou co-construire avec lui d'autres modèles.

Cette "mission" politique nécessite une structuration suffisante. Difficile en effet d'être crédible et de se faire entendre si l'on n'a pas une personne de contact, une structure juridique, un minimum de moyens de communication (site Internet, documents de présentation, téléphone, mail, etc.). Cette structuration passe souvent par l'engagement d'un ou plusieurs permanents et la recherche de moyens financiers pour le payer. En termes théoriques, on parle "d'institutionnalisation" pour cette étape de changement. Mais cette transformation n'est pas sans risques. Et il est crucial que la structure reste attentive à son ancrage citoyen, bénévole, à sa dynamique démocratique, à sa capacité d'innovation et de réaction, à sa liberté d'expression, etc. Des enjeux largement expliqués par Sybille Mertens dans l'étude réalisée en 2010 par SAW-B.

Il s'agit ensuite de dépasser les frontières de chaque groupe, d'aborder les différences "d'écoles", pour dégager ce qu'il y a de commun à des expériences nées dans divers giron locaux et souvent très particuliers (parce que liés à la configuration momentanée des engagements personnels). En d'autres mots, dépasser l'individuel et le particulier pour adopter une vision du général et du collectif, définir ce qui sera défendu et construit ensemble. Cette étape-là, éminemment politique, s'avère tout aussi difficile et importante que la précédente.

Au-delà de cette dimension politique, il y

a une dimension économique à de pareils rapprochements : comment ces nouvelles structures vont-elles interagir entre elles ? En particulier, est-il indispensable de créer tous les éléments d'un "circuit" ou d'une filière pour "faire économie", assurer la pérennité des activités et son ambition de changement ?

Chacune de ces étapes, chacune de ces questions est exigeante, nécessite de nombreux débats et en même temps la capacité de ne pas s'y perdre. L'alternative économique de demain ne pourra se faire qu'en alliant une multitude d'acteurs, en respectant l'identité et la dynamique propre à chacun tout en cherchant les convergences plutôt que les divergences, la coopération plutôt que la concurrence. Mais ces différentes initiatives doivent-elles forcément se structurer, se fédérer, se concerter pour faire alternative ? Telle est la question que nous pose l'observation croisée des initiatives citoyennes, plus récentes et celles d'économie sociale, plus anciennes. Une question passionnante à débattre ensemble...

¹ STENGERS I., "La gauche a besoin de manière vitale que les gens pensent", dans *L'humanité*, 15 juillet 2013.

Véronique Huens participera comme personne-ressource, aux côtés de **Bernard Bayot** et **Salvatore Vetro**, au forum du Festival D'autres "*Mondes en chantier*" 3.0 avec des acteurs impliqués dans **Agricovert**, **la Cyclopérativa**, **l'Ecole des Arts Populaires**, **le Groupe d'épargne Arc-en-Ciel**, **Humana Terre**, **le Repair Café de Molembeek** Le dimanche 20 octobre à 15h (Studio).

Interview de Christian FELBER Par Amaury GHIJSELINGS

Initiateur et porte-parole du mouvement

Quinoa

Quelle est la place de l'économie sociale dans une économie de marché ? Certains n'y voient que la voiture-balai des exclus du système capitaliste, d'autres l'embryon d'un modèle de développement alternatif. C'est dans la deuxième catégorie que se range l'économiste autrichien, Christian Felber. Professeur à l'Université de Vienne, membre fondateur d'Attac Autriche, il se fait avant tout connaître dans la littérature altermondialiste grâce au modèle économique international qu'il invente : l'économie du bien commun (EBC)¹.

¹ En Autrichien, il est question de *Gemeinwohl-Ökonomie*. Ce concept fut initialement traduit en français par « Economie citoyenne » avant de se voir traduit par "Economie du Bien Commun".

L'économie du Bien Commun

Introduction

Bien sûr Christian Felber n'est pas parti d'une feuille blanche et de nombreux concepts et propositions au cœur de l'EBC sont inspirés par les économistes hétérodoxes qui l'ont précédé. Cependant, l'EBC représente bel et bien une innovation en économie politique. Dans *L'économie citoyenne, un mouvement a vu le jour*, ouvrage dont il est l'auteur, nous découvrons bien plus qu'un manifeste de vœux pieux. Chacune des propositions du mouvement est accompagnée de stratégies pour pouvoir les mettre en œuvre, si bien que l'élaboration d'un modèle d'organisation sociale inédit apparaît envisageable.

Au commencement de son programme, une remise en question de ce qui fait le propre de l'homme et de notre modèle économique. Sur base d'études récentes en mathématique et en neurobiologie, il balaie les mythes fondateurs du système capitaliste : les bienfaits de l'accumulation de richesses sur le bonheur et de l'efficacité de la compétition dans le système de production. Ce qui rend l'homme heureux ? Créer du lien social et jouir d'une reconnaissance pour le rôle tenu au sein d'une communauté. C'est sur cette base que se construira l'après capitalisme et, pour y arriver, il faudra renverser les logiques fiscales.

Dans l'EBC, les incitations à entreprendre et les avantages fiscaux dépendront de l'impact que l'entreprise a sur l'intérêt général. Comment définir l'intérêt général ? En créant des *Conventions économiques*, élues au suffrage direct, composées de tous les groupes sociaux concernés. Les Conventions auraient deux ans pour établir une première définition qui pourrait être revue si nécessaire sur base d'initiatives citoyennes ou de référendums. Les entreprises auraient l'obligation d'établir un *bilan du bien commun* de leurs activités, évalué ensuite par des acteurs externes indépendants. Les meilleures entreprises bénéficient d'avantages légaux. Le système se base donc sur une forme d'économie de marché dont la finalité ne serait plus le profit mais la recherche du bien commun. La propriété privée existe encore mais elle devient collective et démocratique au travers du modèle coopératif. Les entreprises de plus de 250 employés passent obligatoirement, autant que progressivement, dans les mains de la collectivité et des employés. Par ailleurs, l'économie est régulée par la limitation des revenus, la reconnaissance des biens communs ou encore la création d'une banque démocratique. Elle est démocratisée par l'élaboration de *conventions démocratiques*, tant au niveau national qu'au niveau de l'entreprise.

Le mouvement ne se contente pas de politique fiction. Concrètement, à l'image du mouvement des Villes en Transition, le projet est d'ores et déjà incarné par une multitude d'initiatives locales où des entreprises et des administrations publiques s'engagent, de manière volontaire, à adopter les logiques et outils de l'EBC. Le mouvement les présente comme des pionniers de l'économie de demain. Ces initiatives locales, baptisées *communautés du bien commun* en français, fleurissent en Europe, germent en Amérique du Sud.

Interview

OÙ EN EST LE MOUVEMENT À L'HEURE ACTUELLE ?

Le mouvement a commencé en octobre 2010. Plus de 1300 entreprises et organisations de 22 Etats en font maintenant partie, c'est-à-dire qu'elles soutiennent les propositions du mouvement. Un tiers d'entre elles réalisent volontairement leur *bilan du bien commun* qui permet d'évaluer leur impact sur l'intérêt général. 150 de ces membres ont conclu ce processus car ils ont été jusqu'à réaliser une évaluation externe de ce bilan. Selon l'EBC, l'économie, la politique et l'éducation constituent des secteurs stratégiques. C'est pour cela que le mouvement progresse grâce à des "pionniers" issus du monde de l'entreprise, de l'administration publique et de l'enseignement universitaire.

Au niveau des administrations publiques, 100 communautés locales, dont des grandes villes, sont désireuses de se constituer en "Communauté/Ville du bien commun". En Espagne et Italie, six villes le sont devenues officiellement. Beaucoup d'autres sont en chemin mais il s'agit d'un processus qui peut prendre des années. Nous sommes optimistes et nous pensons que dans deux ou trois ans, des centaines de communautés locales mettront en place des *conventions démocratiques*. Nous comptons même notre première "Région du bien commun" dans le nord de l'Italie, qui est une association de quatre communautés locales collaborant ainsi pour atteindre des plus gros objectifs. Par ailleurs, dans le land de Salzbourg (Autriche), la coalition au pouvoir, constituée

de trois partis politiques, a inséré les principes de l'économie du bien commun dans leur programme. Cela représente, pour nous, un grand succès car cela veut dire que des partis d'horizons différents s'accordent sur ce projet.

D'UN CÔTÉ, L'ÉCONOMIE DU BIEN COMMUN AFFIRME ÊTRE UN MOUVEMENT ISSU DES CITOYENS (BOTTOM-UP), D'UN AUTRE, VOUS COLLABOREZ AVEC DES PARTIS POLITIQUES. QUELLE EST VOTRE STRATÉGIE POUR FAIRE AVANCER LA RÉVOLUTION QUE SOUS-TEND VOTRE MOUVEMENT ?

Je parlerais davantage d'une transformation démocratique qui n'est possible que par une stratégie *bottom-up*. Les révolutions ne tiennent pas sur le long terme car, le plus souvent, elles ne grandissent pas par le bas et ne sont pas portées par les gens. L'économie citoyenne n'est pas née dans les partis politiques, mais il n'y a pas de contradiction, notre stratégie est de devenir si forts que les partis n'aient plus d'autres choix que de relayer nos positions. L'exemple de Salzbourg est emblématique car trois partis politiques, très différents, se sont accordés sur la promotion de l'EBC. De plus, nous avons beaucoup d'idées dans le mouvement mais la seule revendication que nous adressons à la sphère politique concerne sa démocratisation : les décisions ne devraient pas seulement être prises par les parlementaires mais aussi par les citoyens au travers de processus de démocratie directe et de "conventions démocratiques". Le support des partis politiques est très utile mais la priorité pour nous est d'instaurer des "conventions démocratiques" qui assurent une indépendance à leur égard.

CETTE ATTENTION À LA DÉMOCRATIE DIRECTE VOUS RAPPROCHE DU MOUVEMENT DES INDIGNÉS ET DU MOUVEMENT OCCUPY. CENDANT, VOS STRATÉGIES DIFFÈRENT FORTEMENT. QUEL EST VOTRE REGARD SUR CES MOUVEMENTS QUI FONT DAVANTAGE APPEL À L'ACTION DIRECTE ET AU REJET RADICAL DES PARTIS POLITIQUES ?

Nous sommes en contact avec ces mouvements et je pense qu'ils jouent un rôle important dans le spectre des acteurs de la société civile. Manifester et mettre en place des actions directes est plus que jamais nécessaire tout comme proposer des solutions comme le fait Attac ou mettre en place de véritables alternatives comme le fait l'EBC. Sans ces mouvements, il serait très difficile de conscientiser les gens. Je pense que ce n'est qu'au travers de cette diversité d'acteurs que nous pourrions changer radicalement la société. Mais il faut aussi une complémentarité entre la critique portée par des porte-paroles, un programme porté par un mouvement et des modèles alternatifs portés par des entreprises, des banques et des réseaux alternatifs. Sans ces trois éléments – porte-paroles, propositions concrètes, nouveaux acteurs modèles – nous ne réussirons pas à mettre en place des alternatives, j'en suis certain. Il faut donc, une combinaison entre cette logique et celle des mouvements contestataires qui est aussi valide.

Concernant notre vision de la démocratie, elle repose sur une approche très libérale. Sur le marché, tout le monde devrait avoir les mêmes droits et libertés et ce n'est pas le cas, pas plus qu'au niveau politique. La

démocratie n'en demeure pas moins notre meilleure arme. Ayant étudié les sciences politiques, j'ai longtemps réfléchi à la notion de séparation des pouvoirs. Dans une véritable démocratie, il ne devrait pas y avoir autant de concentration du pouvoir. La souveraineté du peuple, qui est l'instance suprême de ce système, est déléguée au travers de représentants mais les citoyens devraient aussi être capables, à tout moment, de les corriger, de les compléter, de les arrêter ou de les défaire. De plus, ils devraient pouvoir revoir la Constitution pour pouvoir initier un changement radical. Il s'agit là d'un droit fondamental, dans le cadre de la division des pouvoirs, qui permettrait d'instaurer une véritable démocratie directe mais aussi une véritable démocratie économique. Toutes nos Constitutions devraient donc être réécrites sur base d'une méthode *bottom-up*, par exemple, en élisant directement des délégués, qui feraient des propositions qui seraient ensuite votées par les citoyens. C'est possible vu que cela se passe presque de cette manière-là actuellement en Islande.

VOUS LANCEZ ÉGALEMENT LE MOUVEMENT EN AMÉRIQUE CENTRALE. EST-CE PLUS FACILE OU PLUS COMPLIQUÉ DE PARLER D'APRÈS CAPITALISME DANS CES PAYS ?

J'imagine que ce sera plus facile que dans les pays capitalistes car les traditions indigènes sont imprégnées du concept de "bien commun". L'élément central de la philosophie amérindienne est le "*buen vivir*" qui est quasiment un synonyme de "biens communs". D'une part, il ne faut pas oublier l'apport de la culture sud-amé-

ricaine et, d'autre part, il ne faut pas non plus négliger la contribution européenne à cette philosophie. Nous sommes en train de transformer une économie de marché en un modèle économique qui met en valeur le bien commun en lieu et place de la maximisation du profit. Je pense donc que cette démarche sera plus aisée à concrétiser en Amérique du Sud et Centrale, à tout le moins dans les plus petits pays que sont l'Équateur, le Pérou ou le Nicaragua.

NOUS AVONS BEAUCOUP PARLÉ DE L'AVENIR DU MOUVEMENT. POUR CONCLURE, JETONS UN ŒIL DANS LE RÉTROVISEUR, QUELS SONT LES AUTEURS ET MOUVEMENTS QUI ONT INSPIRÉ L'EBC ?

Les influences sont nombreuses mais je citerais principalement, les écoles philosophiques et spirituelles qui sont connectées à la nature et s'intéressent aux liens entre humain et nature. Je ne connais aucune religion qui énonce que nous devrions tous entrer en compétition ou que le bonheur s'obtient en poursuivant l'accumulation illimitée de biens de consommation. Par contre, lorsqu'on aborde le sens de la vie, l'éthique, l'importance du collectif et la relation de l'homme à la nature, les indigènes s'accordent avec le bouddhisme, la doctrine sociale-chrétienne, l'écoféminisme, l'écologie profonde, etc. J'ai rencontré de nombreux mouvements philosophiques et spirituels et cette similarité sur l'essence de la vie me rend optimiste. Nous en avons déjà parlé, les cultures indigènes nous inspirent également mais disons que la science peut aussi apporter du grain à l'EBC. De récentes études en neurobiologie ont démontré que ce qui

apportait du bonheur et ce qui motivait le plus les individus à entreprendre n'était pas le profit, contrairement à ce que le système actuel tente de faire croire, mais le fait de développer de bonnes relations sociales. Ce sont ces courants très divers qui se trouvent à la base de l'économie du bien commun.

Les initiatives d'économie sociale et citoyenne peuvent-elles constituer des alternatives réelles à la marchandisation du monde ? Cette question sera débattue dans le forum du Festival D'autres Mondes en chantier 3.0 avec des acteurs impliqués dans **Agricovert, la Cyclopérativa, l'Ecole des Arts Populaires, le Groupe d'épargne Arc-en-Ciel, Humana Terre, le Repair Café de Molenbeek** et de personnes ressources autour de la question de l'économie sociale et citoyenne : **Bernard Bayot, Véronique Huens et Salvatore Vetro** (asbl Terre). Le dimanche 20 octobre à 15h (Studio)

Par Geert DE PAUW

Coordinateur du Community Land Trust Bruxelles

Construire une ville équitable sur des terrains communs

Les premiers pas du Community Land Trust bruxellois

Il y a plus de quarante ans, des activistes du mouvement américain pour les droits civils acquièrent un vaste lopin de terre dans l'état sudiste de Géorgie. Ils y établirent une communauté agricole qui offrait une indépendance économique aux ouvriers paysans noirs. Le premier Community Land Trust (CLT) était né. Aujourd'hui, 32 ménages bruxellois à revenus modestes préparent un projet d'habitat collectif à Molenbeek-Saint-Jean. Un des premiers projets de Community Land Trust extérieur au monde anglo-saxon voit ainsi le jour. 6000 km et 40 ans séparent ces expériences mais, dans les deux cas, c'est l'émancipation de groupes défavorisés qui est visée par l'accès au sol, propriété de la communauté.

Un modèle novateur

A Bruxelles, le prix du logement ne cesse de croître d'année en année. Désormais, la crise du logement ne touche plus seulement les plus démunis, elle atteint également les ménages aux revenus moyens qui ont, eux aussi, de plus en plus de mal à trouver un logement convenable. Les listes d'attente pour les logements sociaux ne cessent de s'allonger et le marché privé devient de plus en plus inabordable pour les bas revenus. Les formules classiques ne sont plus en mesure de fournir une réponse adaptée à cette situation.

Il y a cinq ans, quelques associations bruxelloises, qui avaient acquis une expérience dans l'accompagnement de ménages défavorisés en vue de l'achat ou de la rénovation de leur logement, se sont mises à la recherche de nouveaux modèles. Elles avaient constaté que l'acquisition d'un logement par des ménages à bas revenus pouvait non seulement résoudre le problème du logement mais devenait un puissant outil d'émancipation. Des projets expérimentaux comme le projet-pilote *L'Espoir* et les premiers groupes d'épargne collective et solidaire avaient, de surcroît, démontré qu'il était possible de coupler une dimension collective intéressante à des projets axés sur l'accès à la propriété. Ces projets ont également montré qu'un soutien financier supplémentaire était nécessaire pour donner à des ménages à faibles revenus l'occasion d'acquérir un logement à Bruxelles. Les associations se sont mises à la recherche d'un système qui offrirait aux ménages les avantages d'une maison en propre (constitution d'un capital, autonomie, sécurité du logement)

et qui garantirait, conjointement, une utilisation optimale des fonds publics. Un des désavantages d'une politique d'aide à l'acquisition par le biais de primes, avantages fiscaux ou prêts sociaux est que cet apport des pouvoirs publics profite uniquement aux premiers acheteurs qui empochent, en quelque sorte, le subside lors de la revente. Dès lors, au moment de la revente du logement, celui-ci serait, faute d'un nouvel apport des pouvoirs publics, devenu hors de prix pour un ménage disposant des mêmes revenus. Investir dans des logements sociaux locatifs assure, par contre, la pérennité d'un parc d'habitations qui restera accessible à de nombreuses générations. Les associations recherchaient une formule permettant aux familles de s'émanciper à travers l'accès à la propriété tout en garantissant que les logements resteraient abordables pour des ménages modestes. Concilier ces deux aspects semblait alors impossible. Une recherche parmi les formules de propriété collective les a finalement amenées à s'intéresser aux Community Land Trusts. Ce modèle américain offrait bien plus qu'un système pour mettre des logements abordables sur le marché. Il apportait une vision novatrice de la propriété du sol, une utilisation intelligente des fonds publics, une place centrale pour les habitants et le quartier et une formule équilibrée de gestion.

Les Community Land Trusts sont des organisations gérées par la communauté, qui créent des logements abordables pour personnes à revenus limités, sur des terres communautaires.

Le trust reste propriétaire du sol, mais les habitants deviennent propriétaires du

logement, et disposent d'une emphytéose sur l'usage du sol. Si un propriétaire désire vendre son logement, c'est faisable, mais le prix de vente sera limité. Le subside d'origine et une part importante de la plus-value seront déduits du prix de vente. Le vendeur obtient donc tout ce qu'il a lui-même investi et une part réduite de la plus-value. De cette manière, le logement demeure abordable pour l'acheteur suivant, sans subsides supplémentaires, et cela génération après génération. De cette manière, la plus-value est stockée et ancrée au sol qui est propriété de la communauté.

La philosophie de base derrière les CLT est l'idée que le sol est un bien commun. Il doit être géré dans l'intérêt de la communauté. Le sol ne doit pas être utilisé à des fins spéculatives. La plus-value générée par l'immobilier est le plus souvent le fruit d'investissements publics. Les briques qui constituent un bâtiment perdent seulement de leur valeur, au fur et à mesure qu'elles vieillissent. Les bâtiments gagnent en valeur grâce au sol sur lequel ils sont construits, notamment par le biais des investissements dans l'espace public et les services. Le système CLT maintient cette plus-value au sein de la communauté.

Les Community Land Trust sont des associations gérées par leurs membres, dont font partie automatiquement tous les habitants des logements CLT. De plus, tout un chacun qui habite ou travaille dans la sphère d'influence du CLT peut devenir membre et en déterminer, conjointement, la gestion. Ces deux groupes, habitants et voisins, forment chacun un tiers du conseil d'administration. Le dernier tiers

est constitué de représentants de l'intérêt public. Cette subdivision équilibrée garantit la participation des habitants à la gestion du CLT. D'autre part, le respect des intérêts des riverains et de l'intérêt public seront également assurés. Vu que les CLT réalisent non seulement des logements à acheter, mais aussi des logements locatifs ainsi que des lieux qui remplissent d'autres fonctions, tels des magasins ou des espaces de rencontre, les communautés locales acquièrent de réelles compétences en matière de futures constructions dans les environs.

Une dernière caractéristique des CLT est ce qu'aux états-Unis on appelle le *stewardship* : le CLT assume une responsabilité permanente par rapport au sol dont il est propriétaire et vis-à-vis des personnes qui y habitent. Le CLT forme et accompagne les habitants en ce qui concerne la propriété de leur logement. Le résultat de cette politique est qu'aux états-Unis, les CLT se sont portés remarquablement bien durant la crise immobilière. Des recherches ont indiqué que, grâce à cet accompagnement, les propriétaires CLT n'ont été victimes de ventes forcées que dans une très faible mesure et cela, malgré le fait qu'il s'agisse le plus souvent de ménages à faibles revenus.

Bruxelles découvre les Community Land Trusts

Apparu aux États-Unis à la fin des années 1960, le modèle CLT tel que nous le connaissons actuellement s'est lentement développé. De plus en plus, l'accent a été mis sur le logement ; les formules de vente et de gestion ont été affinées en amont.

Ces derniers temps, un regain d'intérêt pour les CLT a été constaté parce qu'ils sont en mesure de résister à la crise immobilière. De plus en plus de pouvoirs publics locaux démarrent des CLT. Et depuis les États-Unis, le modèle part maintenant peu à peu à la conquête du monde.

En 2010, une quinzaine d'associations bruxelloises ont fondé ensemble l'ASBL plate-forme Community Land Trust dans l'intention de promouvoir le modèle. Un an plus tard, le gouvernement bruxellois a commandé une étude de faisabilité visant la création d'un CLT dans la Région. L'étude a été clôturée en juin 2012. L'ASBL plate-forme Community Land Trust a ensuite obtenu les subsides de fonctionnement pour créer le CLT proprement dit. La Région a également accordé des subsides qui ont permis l'acquisition de deux premiers terrains. Les premières opérations sont actuellement mises sur pied en collaboration avec des associations de quartier et le Fonds du Logement Bruxelles Capitale. Suite à l'exemple bruxellois, des projets similaires sont préparés à Gand et ailleurs en Flandre et en Wallonie.

“L'Arc-en-Ciel”

Dès le départ, le CLT bruxellois veut attribuer un rôle central aux futurs habitants dans le développement des projets. Un bel exemple est la manière dont il est mis en œuvre autour du projet “L'Arc-en-Ciel” dans la rue Vandenpeereboom à Molenbeek-Saint-Jean. Ce dernier est développé conjointement avec le Fonds du Logement, responsable de la construction et de l'obtention de prêts, et les associations Convivence, la maison de quartier

Bonnevie et le Ciré. Ce projet devrait permettre à une trentaine de logements et de locaux communs de voir le jour. Il y a plus d'un an, un groupe de 32 ménages a été composé. Il s'agit de personnes à revenus faibles ou modestes et souvent, ce sont des familles nombreuses. La plupart de ces personnes ne se connaissaient pas auparavant.

Un groupe d'épargne solidaire a été constitué avec ces ménages. Ils déposent chaque mois un certain montant, décidé collectivement, dans une tirelire commune. Cette tirelire pourra être entamée au moment de la vente. Cette épargne commune crée un lien à l'intérieur du groupe et un engagement des membres les uns envers les autres.

Le CLT et les organisations partenaires ont organisé avec le groupe une réflexion concernant l'architecture des logements et la manière de cohabiter dans l'immeuble. Par le biais d'une découverte du quartier, d'une introduction à certains principes de base en matière d'architecture et de la visite de plusieurs projets d'habitat collectif en Région bruxelloise, les membres du groupe ont reçu une formation de base qui les a aidés dans leur réflexion par rapport au projet. Une réflexion collective et individuelle a porté ensuite sur des recommandations sur le plan architectural. Les résultats de tous ces ateliers sont actuellement traduits dans une liste de recommandations qui seront reprises dans le cahier des charges en vue de l'attribution du marché d'architecture et de réalisation du projet. Ainsi, les plans de l'architecte ne devront pas seulement répondre à un programme classique qui impose un certain

nombre de conditions techniques. Le cahier des charges comprendra également des recommandations qui souligneront les besoins et la manière dont les futurs habitants conçoivent leur habitat. Par la suite, les membres du groupe seront impliqués conjointement avec le Fonds du Logement et le CLT sur le choix du projet. Cette approche devrait mener à une architecture plus qualitative qui sera adaptée de façon optimale aux futurs habitants.

La réflexion ne se limite pas aux habitations. Elle porte également sur la place que le projet occupera dans son nouvel environnement et l'intégration de celui-ci dans le quartier. 32 nouveaux ménages, cela représente rapidement plus de 100 nouveaux enfants. Quelles activités sont organisées dans le quartier ? Que manque-t-il encore ? Un comité de quartier est-il déjà actif ? Qu'en est-il de la sécurité dans le quartier et que pouvons-nous y apporter en tant qu'habitants ? Toutes ces questions ont déjà été abordées. La manière de cohabiter au sein de l'immeuble a également déjà été examinée exhaustivement. De nombreux membres du groupe ont des liens étroits avec une culture et des traditions au sein desquelles cohabiter et partager sont bien plus évidents que pour le "Belge moyen". En même temps, le groupe est composé de ménages qui ne se sont pas choisis et qui ont des origines culturelles différentes. Cette tension produit des débats passionnants sur les limites de ce qui est collectivisé entre habitants. L'ardeur des participants est frappante. Il s'agit d'un groupe de gens qui n'ont souvent que peu d'expérience avec de tels processus participatifs et dont on dit souvent qu'il est difficile de

les atteindre. Cependant, la plupart des membres de "L'Arc-en-Ciel" participent avec un grand enthousiasme au processus, comme s'ils avaient toujours attendu une telle opportunité. Grâce à cette approche, les habitants apprennent à se connaître dès le départ, se concertent et décident ensemble. Ils apprennent de surcroît à assumer collectivement leurs responsabilités. On peut aujourd'hui affirmer qu'il va se passer quelque chose dans la rue Vandennepeereboom et que cela va plus loin que la "simple" construction de logements abordables.

Les expériences vécues à Bruxelles par les précurseurs du projet CLT, tels les groupes d'épargne et le projet L'Espoir à Molenbeek-Saint-Jean, ont démontré l'importante valeur ajoutée que représente l'implication des habitants. Les CLT constituent un puissant instrument d'émancipation. Ils donnent la chance aux habitants démunis de se constituer non seulement un petit capital mais ils leur offrent également un endroit où ils peuvent, avec leurs voisins, construire ensemble un meilleur environnement. Les CLT vont ainsi radicalement à l'encontre de la vision dominante en matière de rénovation urbaine, selon laquelle il serait nécessaire d'attirer plus de ménages bien nantis, pour sortir certains quartiers du marasme, condamnant les plus démunis à aller habiter ailleurs. Ils proposent un endroit où ceux qui ne sont pas aussi bien nantis peuvent grandir et ils veillent à ce que cet endroit reste accessible aux générations suivantes.

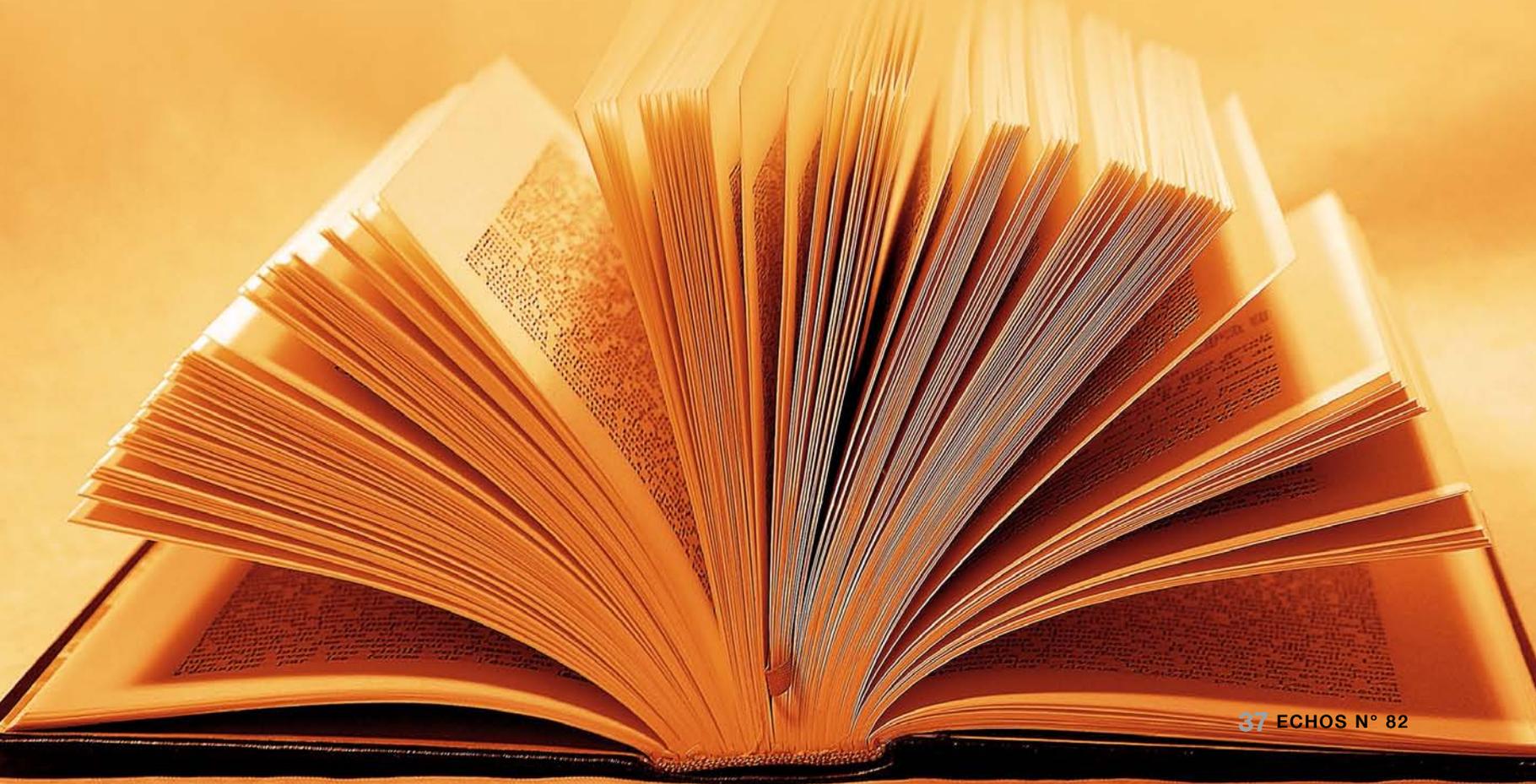
Une rencontre avec **Lorella Paziienza** et **Thomas Dawance** du Community Land Trust Bruxelles aura lieu le lundi 21 octobre à 22h au Festival des Libertés. Elle suivra la projection du film *Gaining Ground : Building Community on Dudley Street* (Salle J. Huisman). Des représentants du **Groupe d'épargne Arc-en-Ciel** seront également présents lors du forum *D'autres mondes en chantier 3.0* le dimanche 20 octobre à 15h (Studio).

Par Juliette BÉGHIN
Bruxelles Laïque Echos

LIVRE-EXAMEN

Liberté et créativité pour repolitiser les quartiers

Michel Kokoreff, Didier Lapeyronnie, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Seuil, 2013, 128 pages.



En France, la question des banlieues resurgit régulièrement. Mais depuis la crise de 2007-2008, *“l'appauvrissement est allé de pair avec le repli”* et les quartiers se sont ghettoïsés. Pour les auteurs de *Refaire la cité*. Le “problème” des banlieues concerne toutefois l'ensemble de la société française. Les raisonnements sociologiques qui mettent l'accent sur les processus structurels, comme la pauvreté et le chômage, qui désaffilient les habitants des cités sont nécessaires pour contrer l'ambiance rhétorique sécuritaire et stigmatisante. Souscrire à cette lecture simplificatrice contribue pourtant à “dépolariser le regard sur ces mondes populaires” : *“l'analyse perd de vue la dimension et la fonction politiques non seulement du racisme, du genre, de la religion mais aussi de la délinquance, des drogues et des émeutes. Car l'explication n'est pas seulement sociale ; elle est politique, au regard de la double tension entre expérience du mépris et demande de respect, sentiment de justice et désir de reconnaissance”*.

Les auteurs observent également l'échec des politiques publiques qui depuis dix ans oscillent entre le tout sécuritaire et la rénovation urbaine. Ces politiques contreproductives renforcent *“la criminalisation et la vulnérabilité des quartiers de plus en plus impopulaires”*. Soit, une gestion technocratique qui s'est faite sans, voire contre et au détriment de ses habitants. Les acteurs combattifs des quartiers ont, quant à eux, été systématiquement *“délégitimés d'avance parce que dépositaires d'un pouvoir non traditionnel et pourtant sollicités lorsque l'urgence s'en fait sentir”*.

Au lieu de penser l'action publique selon un schéma allant du haut vers le bas, il est temps, pour Kokoreff et Lapeyronnie, de *“développer des dispositifs remontant du bas vers le haut. A la place de la “concertation” et de ses simulacres, il faudrait favoriser la constitution de collectifs s'élevant comme interlocuteurs incontournables et avisés. Refaire la cité [...], c'est développer des interventions politiques dans les quartiers et s'appuyer sur les acteurs qui tentent de faire entendre la voix des sans-voix”*.

Malgré la paupérisation et un certain désintéressement de la politique, des mouvements peu visibles et d'ordre infrapolitique existent : protestations contre les violences policières et la mort de jeunes, campagnes en faveur de l'inscription sur les listes électorales, etc. “Ces mouvements sont l'exception qui confirme le constat d'un profond déficit démocratique”.

Pour y remédier, les auteurs prônent une refonte des rapports entre l'Etat et la société civile dans les banlieues comme ailleurs. La mobilisation reposerait sur l'affirmation d'une volonté politique de changement social qui passe par différents chantiers : école, emploi, réforme de la police (dont la lutte contre les contrôles au faciès), droit de vote aux élections locales pour les étrangers extracommunautaires – symbole fort pour les nouvelles générations – et révision des politiques en matière de drogue (dépénalisation du cannabis et transfert du coût exorbitant de la répression vers des actions éducatives, préventives et de santé publique, tout en recentrant l'action des services judiciaires

sur les réseaux de trafics et leurs ramifications à l'échelle internationale, nationale et urbaine).

Des défis difficiles à l'heure de l'austérité et des fantasmes sécuritaires mais pour les auteurs, *“loin de ne concerner qu'une minorité de la population, dont une part croissante ne vote pas ou plus, ce défi met en cause la cohésion sociale dans son ensemble. Les quartiers dont on parle sont moins une marge que le reflet négatif de la fragmentation de notre société”*.

Une fragmentation qui dépasse d'ailleurs la société française. Certains regrettent, dans ce sens, l'absence d'une analyse plus internationale, même européenne pour y déceler des tendances communes ou divergentes utiles également aux perspectives de changement à proposer. Dans le même sens, s'il est clair que l'analyse du phénomène par les auteurs découle d'années de recherches théoriques et empiriques, on peut débattre sur les solutions qu'ils préconisent. Des solutions qui restent, en effet, trop confinées dans l'ouvrage à un dispositif étatique déjà bien ancré, particulièrement en France, avec les risques d'instrumentalisations que peuvent générer de tels modes d'appropriation de la politique. Les auteurs prônent, dans un interview, un “empowerment” à la française : *“Par rapport aux pesanteurs que peuvent représenter une certaine conception de l'Etat et de l'administration, on pourrait évoluer vers un rôle de l'Etat qui serait une sorte de garant des rapports sociaux et des initiatives sans pour autant être absent ou le seul acteur légitime. Evidemment, il ne s'agit pas de faire exactement comme les Américains.*

Il ne s'agit pas de transposer. C'est pour cela que nous parlons d'empowerment à la française". On pourrait ici leur adresser cette critique : qu'attendre comme garantie d'un Etat qui progressivement se dépossède de ses moyens et de ses pouvoirs pour les "sur-traiter" à un échelon supranational ? La proposition des auteurs aurait pu aller un peu plus loin et consacrer l'autodétermination de la population sur le mode d'une reconnaissance pure et simple de la liberté d'association et d'expression. Car, en effet, la repolitisation et l'action citoyenne ne passent pas, contrairement à ce que semblent sous-entendre les auteurs, par un rapport aussi étroit et systématique à l'autorité publique et aux fonctions régaliennes. Nous serions bien en peine d'affirmer que l'Etat est en échec parce qu'il n'est pas dirigé par les bonnes personnes ou parce que sa structure et son fonctionnement sont inadéquats en regard des aspirations auxquelles les auteurs invitent. Par contre, s'ils ont raison de vouloir qu'on promeuve l'initiative populaire, on pourrait laisser un champ plus libre à la créativité de celle-ci. Et parier que dans une volonté de s'organiser au mieux, les citoyens ici engagés auraient des propositions intéressantes à opérationnaliser, alors qu'elles seraient taxées d'utopie si les pouvoirs publics ou une quelconque administration devait s'en mêler. En fait, ce ne serait pas très compliqué, il suffirait de cesser d'interdire les volontés qui sortent de la norme pourvu qu'elles ne contreviennent pas manifestement aux impératifs d'ordre public.

Cette optique de "repolitisation" constituera, en tout cas, le fil conducteur du débat du Festival des Libertés consa-

cré "à la puissance d'agir des opprimés" en présence de Michel Kokoreff ainsi que d'autres acteurs de la société civile belge. Parmi ceux-ci Mathieu Sonck d'Inter-Environnement Bruxelles (IEB) qui est une fédération des comités de quartiers, d'habitants et d'associations actives sur les enjeux urbains bruxellois, née dans le terreau urbain des luttes de quartier des années 1970. IEB travaille ardemment la question de la repolitisation mais dans une optique qui mise surtout sur une action collective plus directe des citoyens face à une démocratie représentative en perte de légitimité. Une démocratie qui met à mal certaines initiatives de terrain et qui a des effets de déresponsabilisation. Pour certains acteurs, il est donc urgent de s'appuyer sur une vision politique basée sur les intelligences collectives autour, par exemple, de la question urbaine comme vecteur de lutte sociale¹. Il s'agit dès lors de créer des lieux qui seraient de vrais vecteurs d'affrontement, de débat.

¹ www.cesep.be, n°94

Un débat sur la puissance d'agir des opprimés aura lieu le dimanche 20/10 à 20h00 au Studio du Théâtre National avec l'auteur du livre "*Refaire la cité, avenir des banlieues*", **M Kokoreff** aux côtés de **Bernard Hengchen**, **Mathieu Sonck**, **Christine Mahy** et un membre de **Traces de rue**. Nous compterons sur la présence d'acteur de terrain et de citoyens actifs pour nourrir les échanges depuis la salle.

Par Fernando MOLERES

Photographe

En attendant que justice soit rendue

En 2012, Fernando Molerès a fondé l'ONG Free Minor Africa qui vient en aide aux mineurs incarcérés en Sierra Leone. Il se sert de ses photographies afin de recueillir des fonds pour les accompagner et dévoiler au monde cette situation de profonde injustice. Son travail sera exposé au Festival des Libertés 2013.



photo : Fernando Molerès

A Pademba, prison de haute sécurité de la Sierra Leone, de jeunes détenus mineurs attendent leur procès ou purgent des peines illégales. La Sierra Leone a pourtant signé et ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant qui interdit expressément d'emprisonner des mineurs. Ils sont incarcérés car la police et le système judiciaire ne font pas correctement leur travail et les détenus ne bénéficient d'aucune aide juridique.

J'ai rencontré à Pademba plus de 30 jeunes partageant leur cellule avec des adultes dans une prison surpeuplée où sont incarcérés plus de 1 300 détenus. Ces derniers sont enterrés dans des cellules exiguës et ils sont nombreux à dormir à même le sol. L'hygiène est inexistante, la nourriture et l'eau sont rares, il n'y a pas d'eau pour se laver à moins de l'acheter et ils doivent également payer pour utiliser les toilettes. Les jeunes sont victimes de mauvais traitements, de violences et de harcèlement sexuel de la part de prisonniers adultes. Ils sont libérés après de longues périodes d'incarcération, sans aucune possibilité de réhabilitation. Le manque d'opportunités à leur sortie est directement lié au taux de récidive.

Mes photographies de ces jeunes incarcérés ont été largement publiées en 2011 et 2012 dans différents titres de presse, tels que *The Independent*, *Le Monde Magazine*, *The Sunday Times*, *Libération*, *NZZ*, *El País Semanal* et *TIME*, ainsi qu'à l'occasion d'expositions telles que World Press Photo. Mais ces publications ont uniquement permis de sensibiliser un large public à cette sinistre tragédie qui concerne des dizaines de mineurs dans les prisons de Sierra Leone et des milliers d'autres dans toute l'Afrique.

En 2012, j'ai fondé l'ONG Free Minor Africa qui vient en aide aux jeunes en conflit avec la loi en Sierra Leone, notamment dans le domaine de la réinsertion sociale. Free Minor Africa offre une assistance directe aux mineurs incarcérés à Pademba ou placés dans des centres de redressement (établissements pénitentiaires pour mineurs), paie les cautions pour libérer des jeunes accusés de délits mineurs et a mis en place un projet visant la réinsertion des jeunes dans la société en les scolarisant ou en leur trouvant des stages.

J'ai débuté ce projet avec les jeunes que j'ai rencontrés à la prison de Pademba et les résultats sont encourageants. Je pense que les changements produits chez

ces jeunes et leur réinsertion dans la société sont autant d'exemples positifs pour eux et pour la société.

La plupart de ces mineurs n'ont personne qui les attend à l'extérieur et ils retournent vivre dans la rue, comme le montre le témoignage d'Abu, par exemple : "C'est douloureux d'apprendre que votre famille ne veut plus de vous". Sans aide, ni personne sur qui compter à la sortie de prison, le risque d'exclusion sociale est élevé. Le manque de programmes de réhabilitation au sein même des prisons rend la réinsertion dans la société très difficile, laissant ainsi ces jeunes totalement désorientés et inadaptés. La vie dans la rue et la difficulté de survivre dans l'un des pays les plus pauvres de la planète les poussent au bord du précipice et leur font courir un risque réel de retomber dans la délinquance.

Fernando Moleres présentera le travail de son ONG lors du débat *Agir face à la prison*, le 21/10 au Studio

Par Juliette BÉGHIN

Bruxelles Laïque Echos

A stylized graphic in white and orange. It depicts two human figures standing side-by-side behind vertical bars. The figures are simplified, with circular heads and rectangular bodies. The bars are represented by vertical lines. The background is a solid orange color. The overall style is minimalist and graphic.

Chêne ou roseau face aux murs¹ ?

Pour pallier le musèlement institutionnalisé de la prison, les détenus adoptent des pratiques et stratégies clandestines, différentes formes de résistances visibles ou invisibles et des mouvements de révolte collectifs. Autant de façons de combattre l'emprise de la geôle, de se réaffirmer, de se désaliéner, d'être étrangers de l'intérieur pour tenter de se rapprocher de son identité sociale antérieure. Il apparaît pourtant que certaines de ces tentatives participent aussi paradoxalement au maintien de l'ordre quand elles ne paient pas le prix fort. Qu'en est-il alors du soutien, des résistances et des luttes fomentées de l'extérieur des prisons ?

Malgré une certaine ouverture des prisons, l'institution carcérale continue à revêtir des caractéristiques totalitaires : isolement du détenu par rapport au monde extérieur, perte de son identité sociale, restriction de mouvements, état de dépendance quasi-total aux corps surveillants dans un univers discrétionnaire et disciplinaire. Dès son arrivée, l'individu incarcéré est soumis à un processus de dégradation (comme le dépouillement de ses affaires personnelles), une violation de ses domaines intimes (fouilles, censure, contrôles de cellules...), une perte de maîtrise de son environnement social – dont la séparation avec l'univers familial – qui mène à une aliénation. Réduit à l'acte commis, à l'identité de « délinquant détenu », l'être global de l'individu enfermé est nié et, de « dangereux », il faudra en faire un sujet discipliné pour la survie même de l'institution. Soustrait au cours social ordinaire de la visibilité publique, l'individu reclus se trouve destitué de son droit à l'action et à la parole.

Au sein de ce dispositif, les attitudes et lignes de conduites varient de la résignation, de la soumission totale aux prescrits de l'institution, à la rébellion affichée (individuelle ou collective), en passant par des pratiques de résistances clandestines.

Selon Goffman, la réaction la plus fréquente à l'emprisonnement consiste en *“un dosage quelque peu opportuniste d'adaptations secondaires, de conversion, d'installation ainsi que de loyauté à l'égard du groupe reclus, de manière à s'assurer le maximum de chances, eu égard aux*

*circonstances, et d'en sortir à la fin du compte indemne physiquement et moralement”*². Les adaptations peuvent ainsi être “désintégrantes” (elles visent l'abandon ou la modification de l'organisation) ou “intégrées” (elles constituent la vie clandestine et ne remettent pas les structures institutionnelles en question) : repli sur soi, refus de collaborer, saisie de toutes les opportunités offertes par l'institution, évasion, suicide, campagnes de plainte auprès de la presse ou d'instances officielles, affrontement direct sous forme de révolte (les “émeutes”), etc.

Pour Philippe Mary : *“On peut toutefois constater que l'objet de l'adaptation se résumera bien souvent à la recherche de solutions à court terme aux problèmes posés par les conditions de détention et les capacités de résistance, en particulier collective, se réduisent de plus en plus. En témoignent notamment les modifications intervenues dans les revendications portées par les mouvements de détenus, axés aujourd'hui sur ces questions matérielles et non plus, comme dans les années 1970 ou 1980, sur des problèmes de démocratisation et de resocialisation. Mais en témoigne aussi la raréfaction de tels mouvements, contrairement à l'importance prise par les trafics de drogue, les rackets ou les violences”*³.

Des révoltes pacifiques à la dépolitisation des détenus

Les écrits de Philippe Mary retracent d'ailleurs l'histoire des années 1970 où, à l'instar d'autres pays européens, des mouvements de contestation se sont développés de manière spectaculaire dans les prisons

belges : *“les événements qui eurent lieu à la prison centrale de Louvain en 1976 furent particulièrement révélateurs du type de revendications formulées à cette époque. Trois mois durant, quelques 250 détenus y appuyèrent, sans la moindre violence, des revendications relatives non seulement aux conditions matérielles de détention (hygiène, nourriture, loisirs, ...) mais aussi, et surtout, à la démocratisation de l'établissement (reconnaissance de droits aux détenus, délégation élue de détenus, ...), à la resocialisation (contacts avec l'extérieur, formations, ..) et à la libération”*⁴. Ces mouvements sont à replacer dans le contexte des événements de “mai 68” facilitant notamment une certaine politisation des détenus.

Si dans un premier temps, les négociations entre détenus et administration pénitentiaire laissaient espérer un processus de réforme de l'ensemble du système, *“après trois mois, le mouvement fut subitement réprimé de manière particulièrement brutale. Rien ne subsista de ce qui se mettait en place telle la reconnaissance des droits aux détenus”*. On a ainsi pu constater *“le faible impact d'un mouvement aussi important sur l'institution et ce, en dépit du recours à des moyens d'expression exclusivement pacifiques et de la convergence de vue quant aux revendications entre détenus et autorités pénitentiaires”*⁵. Quelques années plus tard, en 1987, éclate à la prison de Forest une révolte, cette fois d'une rare violence, qui contamina le lendemain la prison de Saint-Gilles et plus tard celle de Lantin. Dans les trois cas, ce sont les conditions de détention qui ont mis le feu aux poudres. Louvain ne sera pas épargnée par des

troubles – dont une grève du travail – occasionnés pour réclamer une réforme de la loi sur la libération conditionnelle. En octobre 1988 à Lantin, une révolte dévasta la prison sur base de revendications fondamentalement identiques à celles des détenus de la prison de Louvain en 1976. Le cahier de revendications sera ignoré par la direction (une non reconnaissance à l'origine des émeutes) mais il sera rendu public par la Ligue des droits de l'Homme. Toutefois, cette publicité et ces mouvements – en continuité de ceux des années 1970 – n'auront à nouveau aucune influence sur l'amélioration du système carcéral. Au contraire, rappellera Philippe Mary : *“faute de véritable politique, le système s'est ainsi installé dans un “rétributionisme” de fait où la dimension de punition a pris une importance particulière lorsque l'on considère la détérioration des conditions de vie imposées aux détenus”*.

Pour Dan Kaminski et Gilles Chantraine, *“les besoins primaires de la (sur)vie l'emportent toujours sur les conditions de la constitution du sujet politique (un luxe néfaste pour l'administration et un luxe – non prioritaire, bien que revendiqué dans les révoltes carcérales – pour le détenu)”*. La révolte est, quels qu'en soient les résultats, un acte éminemment politique au regard de l'institution totale. Il aboutit cependant *“à l'endogénéisation de la revendication, soit sa réinscription dans la logique pérenne de la prison, ou au recyclage de la révolte dans un changement de surface (l'amélioration relative des conditions de vie au détriment de la reconnaissance d'un nouveau sujet politique) [...] Probablement faut-il reconnaître ici même le sort dialectique commun (et non spécifique à la*

*prison) du rapport établi par J. Rancière, entre politique et police, soit la capacité infinie de l'institution à endogénéiser les effets de la révolte comme la capacité infinie de la politique (illustrée ici par la révolte) à troubler la police et à l'obliger à se réaménager fût-ce partiellement. Ainsi, il semble incontestable que la poussée du droit en prison et, surtout, l'ouverture de canaux de plaintes externes et le renforcement d'instances de contrôle externe, constituent progressivement un outil de protection contre les abus de pouvoir d'une administration désormais moins souveraine, et c'est là une réelle nouveauté. Mais cette poussée n'a pas tant, comme l'espéraient les abolitionnistes pragmatiques, contribué à mettre en œuvre des réformes qui, tout en améliorant les conditions de détention, mettraient l'institution face à son impossibilité démocratique et participeraient ainsi à son démantèlement progressif.”*⁶

A côté du renforcement d'instances de contrôles extérieurs, des associations militantes, des collectifs, des personnes s'engagent face à la prison. Avec des objectifs (réformistes versus abolitionnistes, par exemple) et des actions différentes, parfois complémentaires, parfois antagonistes. Quels impacts ont-ils ? Sont-ils des vecteurs de démantèlement de l'institution ou participent-ils aussi à renforcer la logique pérenne de la prison ?

¹ “Dans ce monde de roseaux, quoi qu'en dise la fable, il est mieux d'être un chêne et risquer de se rompre, que ployer à la moindre brise et survivre courbé”. (Serge Livrozet, “De la prison à la révolte. Essai-témoignage”, Mercure de France, 1973, p. 220).

² E. Goffman, Asiles, Paris, Ed. Minuit, 1968, p. 47.

³ Fr. Bartholeyns, J. Beghin, Ph. Mary, “La prison en Belgique: de l'institution totale aux droits des détenus?”, *Déviance et Société*, Genève, Editions Médecine et Hygiène, 2006, vol. 30, n° 3, pp. 389-404.

⁴ Philippe Mary, “Prison et droits de l'homme : resocialisation des détenus ou resocialisation de la Justice pénale”, La privation de liberté dans le système pénal et les droits de l'homme, Athènes, bibliothèque juridique, 1991. ; cf. aussi : Philippe Mary, *Révolte carcérale. Changements et logique pérenne de la prison*, Bruxelles, Ed. Scientia, 1988.

⁵ Ibidem

⁶ Gilles Chantraine et Dan Kaminski, “La politique des droits en prison”, *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], Séminaire Innovations Pénales, mis en ligne le 27 septembre 2007, consulté le 23 août 2013. URL : <http://champpenal.revues.org/2581> ; DOI : 10.4000/champpenal.2581

Autant de questions qui seront abordées dans le débat du 21 octobre au Festival des libertés : “Agir face à la prison”, avec **Jean Bérard, Philippe Mary, Benoit David, Clémence Michoux et Luk Vervaeet**.

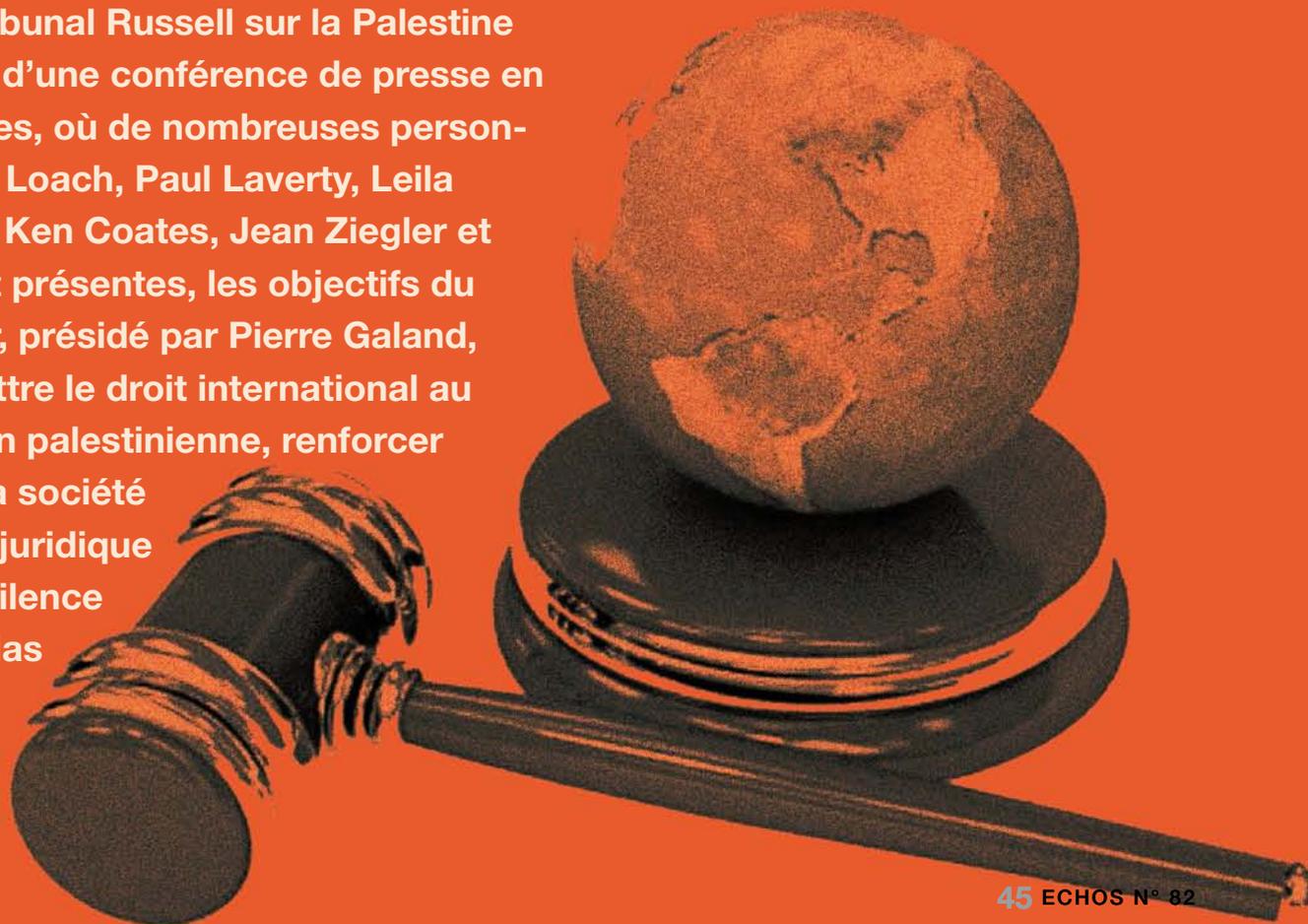
Par Virginie VANHAEVERBEKE et Frank BARAT

Coordinateurs du Tribunal Russell sur la Palestine

Tribunal Russell sur la Palestine

Vers une intifada citoyenne

Au moment où le Tribunal Russell sur la Palestine (TRP) fut lancé, lors d'une conférence de presse en mars 2009 à Bruxelles, où de nombreuses personnalités, comme Ken Loach, Paul Laverty, Leila Shahid, Nurit Peled, Ken Coates, Jean Ziegler et Raji Sourani, étaient présentes, les objectifs du comité organisateur, présidé par Pierre Galand, étaient clairs : remettre le droit international au centre de la question palestinienne, renforcer les campagnes de la société civile par un aspect juridique et briser le mur du silence imposé par les médias de masse quand il s'agit de la Palestine.



Bien que n'ayant pas le pouvoir de changer à nous seuls les rapports de forces internationaux quant au conflit israélo-palestinien, nous pensons, plus de quatre ans plus tard, que le TRP a joué et continue à jouer un rôle important dans une lutte qui avant toute chose, appelle à l'égalité des hommes. Dans un contexte où les "négociations" et le "processus de paix" ne sont plus que des leurres agités par ceux qui ne veulent pas réellement d'accord et qui œuvrent avant tout pour que le statu quo reste en place (comprenez poursuite de la colonisation, du siège de Gaza...), recentrer le débat sur le droit international permet de prendre du recul et de revenir aux fondamentaux. Il est important de se rappeler qu'Israël et les Etats-Unis ont toujours tout fait pour que le droit international reste en dehors de toutes négociations. Ce qui en dit beaucoup quant à leur stratégie.

A travers la lunette du droit international, il (re)devient clair que la Palestine est occupée, mais aussi et surtout que le peuple palestinien dans son ensemble est soumis à une colonisation et à un régime d'apartheid sur lesquels la communauté internationale ferme les yeux alors qu'ils sont totalement prohibés et considérés comme crime de guerre et crime contre l'humanité dans le droit international. Il paraît indéniable que l'Europe et les Nations Unies ne jouent pas le rôle qui leur est attribué par leurs propres traités et lois, et que la passivité, voire le soutien actif qu'ils apportent au gouvernement israélien, sont répréhensibles. Enfin il apparaît clairement que les Etats-Unis sont un acteur central de la tragédie qui ne cesse de se dérouler,

accordant à Israël une impunité totale et un soutien politique, financier et militaire sans commune mesure.

Les faits étant établis, que pouvons-nous faire ? Le TRP appelle évidemment ces différents acteurs à se mettre en conformité avec leurs obligations légales. Les Nations Unies, à travers les rencontres organisées par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, ont bien relayé les travaux du TRP, mais il ne fait aucun doute qu'un veto des Etats-Unis au Conseil de sécurité frappera toute action allant dans le sens des conclusions du Tribunal. Il en va de même pour le Conseil des Droits de l'Homme où les conclusions des différentes sessions ont pu être présentées et ont donné lieu à d'importants débats.

L'Union Européenne a réagi via des courriers polis démontrant que la position de l'UE allait bien dans le sens du droit international mais chacun sait qu'aucune action significative ne sera convenue par les Etats membres pour faire appliquer cette position, qui est pourtant la seule possible. Soulignons quand même que les récentes "guidelines" de cette institution par rapport aux colonies sont les bienvenues mais ne sont pas encore suffisantes vu qu'elles n'abordent pas le commerce direct avec les colonies. Les Etats-Unis ont, quant à eux, préféré faire comme si le TRP n'avait jamais existé.

Quelques entreprises, plus sensibles à la manière dont elles sont perçues par le grand public, ont réagi à nos interpellations et certaines se sont même engagées à infléchir leurs politiques. Dans la lettre

envoyée par le fonds de pension Hollandais PFZW au TRP, avant la session de Londres en 2010, il est en effet annoncé que *"suite à un changement récent d'un des critères de référence utilisé par le fonds de pension pour réaliser ses investissements, le PFZW n'investit plus dans aucune des sociétés israéliennes mentionnées (dans la lettre envoyée par le TRP au PFZW)"*. Depuis, PFZW s'est en effet complètement retiré des colonies. Attestant de la complexité et des polémiques autour de la construction du tramway de Jérusalem, le secrétaire général de Véolia annonça quant à lui que la compagnie comptait se désinvestir de ce projet.

Les réactions israéliennes ont évidemment été portées par les défenseurs de ce gouvernement et d'un système en place qui existe maintenant depuis des décennies, mais elles focalisaient bien davantage sur des questions de forme que sur des questions de fond. Nous avons été traités de "tribunal fantoche", comparés au Ku Klux Klan ou à des tribunaux stalinien, d'être "unilatéraux" voire antisémites, mais aucune réaction n'a réellement porté sur l'effectivité des violations du droit international commises par Israël et les complicités et manquements de la communauté internationale vis-à-vis de ces violations. L'accusation d'apartheid est celle qui a provoqué le plus de levées de boucliers mais, une fois de plus, en éludant le fond de la question. Les arguments en défense d'Israël étaient en effet axés sur le fait que le sort des Palestiniens n'est pas totalement comparable à celui des noirs d'Afrique du Sud. Or le travail du TRP écartait cette comparaison pour se concentrer sur le fait de savoir si

Israël contrevient ou non à l'interdiction de l'apartheid tel qu'il est défini en droit international.

Face à ces réactions ou ces absences de réactions, nous savons bien que c'est à travers l'action citoyenne qu'il faudra continuer à agir. C'est bien celle-ci que nous avons contribué à renforcer. L'importance du relais de la société civile est d'ailleurs visible dans les modes d'actions soutenus par le TRP. Les individus, groupes et organisations sont invités à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'amener les entités (Etats, entreprises, organisations internationales) responsables d'omissions ou de complicités à respecter leurs obligations légales vis-à-vis d'Israël et de la Palestine.

Les campagnes de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS), celles dénonçant l'apartheid israélien, les mouvements palestiniens de résistance, les organisations agissant dans le sens de l'application du droit ont trouvé, dans les expertises présentées au TRP et dans les conclusions émises par le Jury, des arguments qui renforcent leurs positions et légitiment leurs actions.

Ces acteurs de la société civile auront aussi été galvanisés par le réseau impressionnant d'experts reconnus et de personnalités d'envergure qui s'est constitué autour du TRP. Ces derniers offrent en effet un gage de sérieux et de respectabilité qui permettent au TRP de toucher une audience plus large que celle qui suit habituellement les questions liées à la Palestine. Ainsi, quand Angela Davis s'engage à créer un comité d'anciens prison-

niers politiques en soutien aux prisonniers politiques palestiniens, quand Roger Waters appelle d'autres stars de la musique à annuler des concerts en Israël, quand Michael Mansfield défend les conclusions du TRP sur le crime d'apartheid devant le Conseil des Droits de l'Homme ou quand Stéphane Hessel a parlé du TRP à une heure de grande écoute sur les plateaux de la télévision française, c'est un tout autre public qui est touché.

Il s'agit d'autant de preuves que la société civile peut et doit avoir une force d'indignation et d'action contre les injustices et que notre rôle à tous est primordial à une époque où les droits de l'homme, partout dans le monde, sont bafoués en toute impunité.

Les travaux du Tribunal Russell sur la Palestine, qui se sont terminés en mars 2013 à Bruxelles, auront contribué de manière radicale à renforcer le travail de tous ces citoyens, à travers le monde, qui se battent sans relâche, souvent dans l'ombre, pour que les Palestiniens puissent eux aussi, un jour, voir la justice faire son travail et enfin vivre en paix et en sécurité, comme tout être humain en a le droit.

Frank Barat, coordinateur du TRP, participera au débat du Festival *Palestine : pour une infatigable légitime et citoyenne* avec **Leïla Farsakh, Ilan Pappé et Rafeef Ziadah** le mardi 22 octobre à 20h (Grande salle).

Par Kris KAERTS
metteur en scène, Crossing, Kaputt

Qu'ils crèvent, les artistes !

L'art peut-il être une arme subversive ? Peut-il servir de base en tant que moteur puissant de changement de société ? Si la réponse est oui, l'artiste porte une charge bien lourde sur les épaules. Ne surestimons-nous pas les artistes et l'importance de l'art ?



L'angoisse anversoise

A Anvers, en 1993, un festival urbain annonçait son volet artistique avec le slogan : "L'art peut-il sauver le monde ?" Peu après, le bourgmestre socialiste, Bob Cools, minimisa dans les medias le rôle des artistes lors de l'événement. Le sentiment d'être minimisés est assez commun chez les artistes. Mais peut-être que les artistes ont tendance à gonfler leur impact sur la société ?

Lors des dernières élections communales, certains artistes ont fait un effort réel pour limiter le mouvement vers la droite à Anvers. Ils craignaient bien sûr les retombées d'une majorité NVA sur leur terrain. Quelques semaines après la victoire de Bart De Wever, het Toneelhuis, le plus grand théâtre de Flandre, a organisé une conférence de presse où le directeur artistique Guy Cassiers tendait la main au nouveau dirigeant. J'ai, à ce moment-là, entendu très peu d'artistes s'exprimer de manière critique au sujet de cette parade amoureuse pour le moins étrange. L'art provoque, l'art collabore, l'art retient son souffle.

Mais est-il utile de parler en termes généraux des "artistes" ou de "l'art" ? Les trente dernières années, j'ai rencontré toutes sortes d'artistes. Qu'ils soient installés dans les circuits artistiques officiels ou qu'ils survivent en marge, l'art reste une occupation marginale et élitiste. Les artistes sont depuis toujours des gens qui essaient de survivre ou alors ils proviennent des milieux aisés où la question de survie ne se pose pas en termes monétaires.

Statut d'artistes ? Des poux !

Si les artistes belges ont pensé pouvoir un

jour être reconnus comme des citoyens normaux grâce à un statut d'artiste à venir, on voit comme l'idée même de statut est mise en question aujourd'hui. Nous vivons actuellement une attaque en masse des artistes contre l'ONEm. Des pétitions circulent. Certaines actions isolées se mettent en place lorsqu'une structure artistique perd des subventions. Mais qui a jamais entendu parler d'une grande marche des artistes à travers le royaume ? Qui a entendu le citoyen lambda crier : ne touchez pas à nos artistes !

Aux Pays-Bas, ils semblent être encore plus drastiquement (d)épouillés de leurs artistes. L'esprit du commerce et celui de l'art ont apparemment du mal à pouvoir s'y accorder. Nous nous confrontons ainsi, je pense, à cette métaphore flamande qui illustre une vérité assez universelle : l'artiste est le pou de la fourrure sociale. Étant donné que notre société est de plus en plus stérile, la perception du malaise du pou est naturellement plus grande. Le pou doit donc se conduire de manière plus calculée. Considérer ce pou comme un pied de biche pour donner un nouvel aspect plus humain à la société, cela sent la pataphysique, le surréalisme, l'utopie. Autant de termes qui sont entièrement liés au jargon artistique.

Une révolution personnelle

J'ai grandi dans les années 1970-80 dans une famille de mineurs limbourgeois, un environnement pauvre en artistes. L'activité principale semblait y être de se remettre de la dernière guerre mondiale. La pauvreté matérielle devait se transformer en aisance matérielle. Tout ce qui n'était pas palpable y était sans valeur. Nos maisons modernes ont évolué d'un vide presque total à une accumulation de biens de consommation. Une

peinture, par exemple, sera un tapis mural avec pour motif principal un cerf dans un paysage bucolique. De l'art palpable !

A l'école secondaire, j'étais sous le charme d'un professeur d'origine italienne, lui aussi venait d'un milieu de mineurs. Beaucoup le considéraient comme quelqu'un de bizarre mais j'aimais justement son côté fou et flamboyant. Parallèlement à des pièces de théâtre scolaires mégalomaniaques, il nous entraîna à une des premières éditions du Kaaithheaterfestival dans cette ville pour nous tout à fait inconnue qu'était Bruxelles. Nous y avons vu l'expérimental Wooster group à l'œuvre. Cette compagnie de théâtre américaine bouleversa tout ce que j'avais comme cadre de référence théâtral. Le monde entier resta debout mais le mien se métamorphosa. Un fait mémorable, un saut dans l'évolution, non : une révolution personnelle ! Je savais désormais dans quel secteur je voulais grandir. D'autres mondes étaient possibles !

L'art révolutionnaire ?

Qu'ils crèvent, les artistes ! était le titre d'un spectacle de Tadeusz Kantor. La formation de base de Kantor était la peinture. Je n'oublierai jamais l'avalanche de tableaux que cet homme a déchaînés sur scène. Et ce titre ! Ce Polonais avait de manière évidente connu les machines à épouiller de près. Il venait d'un pays qui avait traversé les tempêtes de la guerre. Kantor a participé à l'évolution du théâtre occidental. Lorsqu'il révolutionna le théâtre avec *La Classe Morte*, il avait soixante ans, quelque part entre l'âge de Che Guevara et de l'Ayatollah Khomeini. Pas vraiment un âge de révolutionnaire.

En 1986, la française Ariane Mnouchkine asséna avec sa compagnie un spectacle

de douze heures aux Halles de Schaerbeek ayant comme thème la terreur des Khmers Rouges au Cambodge. Un voyage incroyablement pénétrant. Le texte et la mise en scène étaient entièrement nourris par l'actualité politique récente, imprégnés de sens dramatique shakespearien, emplis de "nouveauautés" au niveau de la technique d'acteur et de la mise en scène. C'étaient des expériences artistiques qui m'ont incroyablement marqué en tant que débutant. J'ai souvent essayé de revivre cette expérience du "pouvoir des imbécillités théâtrales" mais la plupart du temps sans succès.

Mnouchkine a travaillé au début de sa carrière dans le voisinage des usines. C'était l'époque des collectifs de toutes sortes, de l'art politique, des happenings. Mais combien d'ouvriers sont venus voir son Théâtre du Soleil ?

L'art du peuple pour le peuple

L'art pose les questions mais évite les réponses de manière intelligente, sachant que sinon cela signerait sa fin. Mais le véritable art doit pour le moins semer le doute.

Tant que l'art n'est pas "du peuple" et exercé par le peuple, l'art ne pourra jamais être vécu comme un phénomène de société. Mais pourquoi Monsieur Tout le Monde ne pourrait-il pas être touché par une peinture comme Guernica ? Pourquoi une pièce de théâtre doit-elle être préalablement expliquée par un spécialiste, histoire d'entrer dans une salle pleine de visages pâles, le cerveau lavé ou assommé ? Pourquoi doit-on assister en 2012, dans un immense théâtre bruxellois, à une pièce basée sur l'écologie avec une poignée de spectateurs, alors que dans la rue les indignés se débattent ? Pourquoi de-

vrais-je aider demain les pompiers à amener des seaux d'eau si le TNB ou le KVS est en feu, alors que je n'y ai jamais mis le pied ?

Les artistes comme passerelles

A la fin des années 1990, je suis retourné dans ma région natale pour y réaliser un projet théâtral là où mon père disparaissait jour après jour pendant 25 ans à plus de 800 mètres sous le sol. Cela faisait longtemps que les bâtiments des mines étaient vides et rouillés. Quelques milliers de gens sont venus voir le spectacle que nous avons créé avec des personnes de la région et quelques professionnels.

C'était une expérience unique. Le public ovationnait debout, de nombreux mouchoirs se sont ouverts. Cela faisait plaisir de voir comme ces anciens camarades de travail se mettaient en branle pour se retrouver dans un contexte qu'ils n'avaient jamais expérimenté : du théâtre sur leur ancien lieu de travail, avec une thématique qu'ils connaissaient si bien. Ils étaient là, en tant que bénévoles. Mon père, un véritable barbare culturel a amené quotidiennement le public sur place et commençait à rêver la nuit de la vie souterraine de naguère.

L'inspiration de ce spectacle est venu des expériences des 'autochtones' mais aussi des écrits de Fernando Arrabal, exilé politique espagnol. Ce fut une expérience *win win* particulière de se trouver en tant qu'artiste être une passerelle entre "le monde élitiste de l'art" et "les gens ordinaires". Ces derniers parviennent de manière naturelle à sublimer leur quotidien. L'art est pour moi toujours lié à une part d'utopie. Certains artistes essaient de faire sortir la société de ses gonds mais ils travaillent aussi de

manière émancipatoire. L'art a ce potentiel mais a aussi tendance à fonctionner replié sur lui-même. Comme le professeur émérite bruxellois Eric Corijn le signalait : "*En art, la tour d'ivoire n'est jamais loin des barricades*".

Dante Sauveur

Un autre homme qui m'a marqué est le Français Armand Gatti appelé par ses parents italiens "Dante Sauveur". Une biographie passionnante. Journaliste au départ, il a toute sa vie été actif dans "son" théâtre. Ses acteurs ne sont jamais des professionnels mais les plus démunis, des alcooliques, drogués, anciens détenus, marginaux... "Mes loulous", comme dit Gatti. J'ai vu en 1996 un projet à Strasbourg : *Kepler, le langage nécessaire*. Dans les journaux locaux Gatti avait fait l'appel : "*Qui veut être Dieu avec moi pendant un an ?*" Pas mal comme mise pour un anarchiste.

Pendant la création, ils ont travaillé, réfléchi, enseigné des sujets comme la physique moléculaire, la métaphysique, les lois du hasard, la synchronicité, des expériences comme celle du chat de Schrödinger qui retombe sur ses pattes, l'art et bien sûr la politique ! Gatti faisait de l'*open source* avant la lettre. L'économie du savoir était à l'époque déjà bien introduite par le futurologue américain Alvin Toffler.

L'utopie de Gatti : donner accès aux damnés de la terre à la connaissance... pour travailler à l'ordre sociétal. Connaissance = Pouvoir. Il truffait ses "répétitions publiques" de discours fascinants qui semblaient venir d'époques depuis longtemps révolues, d'anarchistes, de socialistes utopiques et de communards, des envolées qui n'en finissaient plus, de véritables univers et qui

parfois allaient jusqu'à mettre en péril la représentation elle-même. Ces vingt dernières années, je n'ai plus jamais entendu parler quelqu'un du calibre de Gatti. En Flandre, actuellement si fière de tout et de n'importe quoi et certainement de son histoire théâtrale (vieille de 40 ans !) il est resté un célèbre inconnu.

L'art est ambigu

L'art existera toujours. Les camps de concentration l'ont prouvé. Même dans ces lieux extrêmes transis d'extermination, les artistes sont restés actifs. Les poux et les rats de l'art ont survécu dans les grottes de Lascaux, les bûchers de livres, les pogroms, les régimes politiques les plus terribles. Plus dangereux est le régime, plus terrible est l'art...

Mais si vous éliminez l'art par décret comme récemment la télévision et radio publiques grecques, je mets ma tête à couper que la grande masse ne viendra pas réclamer dans la rue : rendez-nous nos artistes ! L'art reviendra de lui-même. A peuple ambigu, artiste ambigu.

Il y a toutes sortes d'artistes. Des gens intègres et de véritables putains. Des gens engoncés dans leurs principes, des opportunistes, des gens engagés, d'autres politiquement corrects ; des moraux, des immoraux et aussi des amoraux.

Les artistes n'hésitent pas à pondre leurs œufs grâce à des partenaires financiers douteux comme Coca Cola ou Smirnoff pour ne donner que quelques exemples. Les Riefenstahls¹ sont loin d'avoir déserté notre monde. J'imagine sans mal certains *stand-up comedians* (une race glorifiée à outrance) travailler au déploiement d'un gouvernement

de terreur dans des lieux comme Guantanamo. Mais heureusement il y a également les artistes profondément honnêtes, inspirés, engagés et talentueux.

L'art véritablement précieux

Je voudrais défendre en particulier les projets artistiques qui s'adressent aux classes les plus pauvres de la société et qui s'occupent de l'élévation de l'homme. Ils existent dans notre pays mais ils sont loin d'être gâtés au niveau des moyens, la proportion est même ridicule en regard du budget artistique. L'art a pourtant la capacité de faire ressortir le meilleur de chacun, d'éveiller au civisme et à l'intégration. L'art peut soigner, ramener l'humanité en point de mire dans notre société technique et digitale.

Les projets artistiques peuvent relativiser la norme et aider à enraciner la diversité. Si je parle de mes doutes au sujet de la mobilisation de la masse pour la survie des arts subventionnés, je le déplore sincèrement. D'autre part, je pense que les organisations et les artistes reconnus jouent trop souvent le jeu de la distribution des subsides en ne tenant pas compte du tableau général. Ils se laissent enfermer dans leurs petits cercles et réseaux. L'art, l'inceste et l'exclusion sont souvent intimement liés.

Si notre pays dérive insidieusement vers le fascisme, les artistes ne doivent pas seulement se poser la question des responsabilités qu'ils ont à prendre pour faire évoluer la situation vers des horizons plus constructifs mais aussi se rendre compte de la mesure dans laquelle ils ont participé à l'installation de ce climat.

A mon sens, la génération actuelle d'artistes

manque d'autocritique et certainement chez ceux qui fonctionnent dans le circuit subsidié ou ceux qui feraient tout pour pouvoir s'y trouver. Malheureusement, beaucoup d'artistes vivent dans l'urgence ou dans le nombrilisme.

Une nouveauté politique serait que les artistes puissent de manière structurelle – et donc de manière bien moins aléatoire qu'actuellement – s'engager dans des écoles, des organisations socioculturelles, des hôpitaux, des prisons et même dans le secteur privé. L'art pourrait de cette manière être injecté dans le tissu social et y être réellement noué.

Quand la société accueillera de telles initiatives, nous pourrons dire : l'art a la capacité et le devoir de faire évoluer la société. Pas comme un pou dans une fourrure mais dans la structure organique même de la société, à égalité avec les professionnels des différents terrains, solidaires mais questionneurs de manière critique.

¹ Artiste allemande qui a soutenu sans réserve le régime nazi [ndlr].

Kris Kaerts co-animera un forum intitulé "L'art se défilera-t-il ?" autour de **Els Rochette**, **Simon Decante** et **Jovie Mafuta** le samedi 26/10 à 19h00 au Studio du Théâtre National.

Par Ababacar NDAW
Bruxelles Laïque Echos

Excellence, performance, diversité musicale

Tels sont les maîtres-mots pour qualifier l'affiche du Festival des Libertés 2013

Excellence pour le plateau exceptionnel d'artistes et de groupes de renommée internationale et mondiale, qui seront présents sur la scène des concerts du Festival des Libertés de cette année : Nneka, Rokia Traoré, El Gusto, IAM, Oxmo Puccino, Nouvelle Vague, Trombone Shorty, Ebo Taylor, Archives, Gentleman et Steel Pulse !

Performance pour le haut niveau de qualité des prestations scéniques attendues d'autant qu'ils sont tous des références et des performers dans leurs registres et styles musicaux.

Diversité musicale, parce que tous les styles de musiques se feront entendre : rock, pop, hip-hop, high-life, chaabli, reggae, ragga, soul, jazz-funk pour le plus grand bonheur et plaisir des amateurs de musique en général.

La programmation du Festival se veut évolutive, progressiste, ouverte sur le monde et sur toutes les tendances des musiques contemporaines. Ainsi, d'année en année, d'édition en édition, elle a élargi le corpus de ses offres en matière de musique pour permettre plus de participation d'une part, et, d'autre part, à tous les goûts et les tendances d'y trouver une place.

Plus qu'un produit culturel, la musique est pour nous un outil d'interculturalité, de rassemblement et de participation, dont l'objectif fondamental reste de créer des liens, des connexions culturelles entre les individus, dans un environnement festif et convivial, propice au rapprochement, aux échanges, à l'osmose et à la fusion. Au-delà des sons, des accords et des harmonies, chaque musique est sens et parole. Et au Festival des Libertés, les paroles et les sens doivent se croiser et s'entrecroiser, et trouver une place et une résonance

autant qu'ils coïncident avec l'intérêt commun des personnes et facilitent leur rencontre.

A l'instar de la Laïcité moderne dont il est la vitrine événementielle, emblématique, politique, sociale et culturelle, le Festival des Libertés est un creuset de pluralisme et de diversité qui propose une vision ouverte sur le monde. Aussi, notre programmation musicale se veut centrée sur la diversité des tendances, des créations et des innovations musicales plutôt que cantonnée dans le sectarisme d'un style ou d'un registre musical particulier.

Par Alice WILLOX et Alexis MARTINET
Bruxelles Laïque Echos

Pour un Internet libre et citoyen

Devenu outil du quotidien pour une grande majorité de la population occidentale dans les années 2000, Internet révolutionne nos pratiques de travail, nos loisirs, nos habitudes sociales et citoyennes. Mais quel est donc cet objet aux multiples utilités et utilisations ? Quels sont les possibilités qu'il offre mais aussi les enjeux qui le traversent ? Comment défendre un Internet libre et citoyen ?



De la structure du Net

Internet est certes un média aux multiples finalités : communication, diffusion et publication en font un outil très accessible pour l'expression publique. Par ailleurs, il ne peut pas être assimilé à un média au sens traditionnel étant donné que "la toile" n'impose pas de ligne éditoriale précisément définie et donc de responsabilité autre qu'individuelle sur le contenu des propos publiés. Quoi qu'en pensent certains législateurs pro-censure du Net. Mais nous reviendrons plus loin sur ce point. C'est donc une structure nouvelle de l'expression publique qu'offre le Web.

Un élément essentiel qui fait d'Internet une opportunité de rupture historique est lié à sa forme structurelle. En effet, cette technologie implique des changements importants dans notre considération de l'autorité et de la légitimité de la parole publique. D'une part, Internet est par définition un espace horizontal. Chacun s'y exprime de manière libre, la valeur d'une parole ne dépend plus de la légitimité liée à un statut social tel que celui de journaliste ou d'homme politique. Tout en ne reniant pas que se jouent dans les échanges entre Internaute les mêmes violences symboliques liées aux capitaux culturels que dans l'espace public au sens commun du terme, il n'en reste pas moins l'espace d'expression le plus accessible et le plus proche d'un modèle égalitaire. Il serait dommage de ne pas avoir conscience de ce changement car c'est bien sur un nouveau paradigme que s'ouvre le futur de ce territoire. Citons le très enthousiaste Benjamin Bayart à ce sujet : *"L'imprimerie a permis au peuple de lire, Internet va lui permettre d'écrire"*. D'autre part, Internet est par essence un outil de partage. D'abord

projet militaire, il a rapidement été réapproprié par les universitaires du MIT qui souhaitaient faire circuler les connaissances. Les premiers utilisateurs du web ne sont autres que de jeunes hippies qui y voyaient une formidable occasion de vivre une utopie virtuelle du partage et de l'expérimentation. Pour Dominique Cardon, *"Cette culture de l'exil a toujours été déterminante dans l'histoire de l'internet : on ne change pas ou on ne s'attaque pas au système politique central, on le déplace, on fait exemple ailleurs, on expérimente plutôt que de chercher à prendre le pouvoir"*.

Pour ces raisons (et bien d'autres), Internet s'est imposé comme un étendard de la contre-culture et de l'expérimentation. S'il est traversé d'enjeux économiques et politiques invasifs, il est aussi et par ailleurs une opportunité pour de nouvelles formes d'engagement.

Nouvelles formes d'engagement²

Le terrain de jeu quasi infini et les multiples registres d'action déployés sur Internet permettent de questionner et d'informer, en termes "nouveaux", nos pratiques collectives et nos modes d'engagement encore fréquemment cantonnés à des formes plus traditionnelles et moins innovantes de militance.

Le Web est rapidement devenu le miroir des causes les plus diverses, voire le vivier incontournable de la militance contemporaine. Certains y perçoivent des opportunités formidables de mise en réseau des alternatives, de visibilité des idées moins dominantes et d'expérimentations en commun des formes nouvelles de démocratie et d'engagement. D'autres se méfient des

modalités trop simples d'expression ou de communication qui dispensent souvent de l'action ou qui n'incarnent qu'un artefact destiné à valoriser publiquement son image et à satisfaire son égo. Persiste également le risque de standardisation simpliste et synthétique du discours qui devient trop souvent la norme au sein des associations ou des collectifs militants présents sur le web, à l'instar des techniques marketing utilisées par les sociétés commerciales.

Outre ces considérations, il y a de multiples raisons plus pragmatiques de détourner le regard de cette boîte à outils "novatrice" de l'activisme. Citons entre autres : l'habitude, la crainte de l'inconnu, le manque de connaissances techniques – et la croyance que combler ce manque serait insurmontable – ou encore l'attachement des organisations à leur fonctionnement décisionnel et argumentaire de type centraliste plutôt que de se risquer à la transactivité et à la transversalité propres au Net.

Sur Internet, communiquer publiquement présuppose de réfléchir, mettre en place et créer les conditions techniques et procédurales adéquates. Trop fréquemment, les organisations militantes "classiques" moulent leur parole dans une forme existante et acquise, omettant de mesurer à quel point celle-ci configure leur communication avant même qu'elle ne commence à s'exprimer.

Comme le rappelle le sociologue Pascal Nicolas-Le Strat, *"À l'encontre de certaines visions abstraites et idéalistes qui prévoyaient une dissociation grandissante entre le cyberspace et la "vie réelle", l'activisme post médiatique révèle au contraire une étonnante capacité de transposition et de déplacement, en un mot d'accli-*

matation au sein des différents mouvements sociaux d'un ensemble de propositions techniques et de répertoires d'action préablement développés sur Internet. Il n'est pas réaliste de vouloir affronter la force d'un pouvoir à partir d'un contre-pouvoir similaire tant dans sa forme que dans sa structuration. Le travail de subversion suppose de déconstruire également, et en premier lieu, l'architecture même du média dominant, son architecture technico-politique. En ce sens, les activistes sur Internet ont exploré plusieurs procédés pour déstabiliser les routines de la communication.”³

La prolifération de pétitions, posts sur les réseaux sociaux et tweets sont loin de représenter à eux seuls la variété des modes de lutte envisagés par les internautes. Internet n'est pas seulement un nouvel outil pour les mouvements sociaux, ni le lieu exclusif d'un activisme politique, social ou culturel. C'est aussi un média qui permet à n'importe quel individu de devenir, à l'échelle mondiale et à peu de frais, un créateur, tel, par exemple, que l'éditeur de presse en ligne. Cet intérêt, les propriétaires des sites ou blogs d'information alternative l'ont bien compris et se servent de ces moyens techniques pour partager leur information, leurs analyses et leurs opinions sur la toile. Ces médias offrent tout un ensemble de perspectives et d'idées différentes des médias dits “de masse”, commerciaux ou étatiques. Souvent gratuits ou sans publicité, ils se présentent comme des médias citoyens offrant des informations qui se veulent à contre-courant des tendances dominantes.

A défaut de pouvoir les expliquer, nous ne citerons ici que les *open sources* au sens large, logiciels libres, GNU, techniques de *found footage*, *creative commons*, *peer 2*

peer, *syndication* (par exemple, sous forme de flux RSS) etc. qui sont autant d'exemples confirmant que dispositif après dispositif, avançant au gré des tâtonnements et des expériences, les activistes du Net bouleversent les conditions de production et d'usage des savoirs. Chaque expérimentation révèle la potentialité quasi infinie des conditions et des modalités d'action et de communication en conservant une préoccupation essentielle : celle de ne pas laisser l'homme devenir ni l'esclave de la machine et de ceux qui auraient l'exclusivité de sa programmation, ni de cartels monopolisant des connaissances en fonction de leurs seuls intérêts – souvent économiques – au détriment d'une libre diffusion des connaissances et des Idées.

Quelques fournisseurs d'accès ou serveurs de Web pratiquent également une politique alternative. Cela peut se concrétiser, par exemple, par un hébergement gratuit. Des réseaux citoyens sont eux aussi organisés afin, entre autres, de contrer une volonté commerciale de plus en plus insistante qui tend à convaincre nos instances de rompre avec le principe essentiel qu'est la neutralité du Net.

Au regard de l'étendue de cette matière, il nous est impossible de traiter ici toutes ces questions de manière exhaustive. C'est pourquoi nous vous renvoyons au débat et au cycle d'ateliers annoncés en fin d'article.

Les ennemis de l'Internet libre

Face à ces formes diverses de mobilisation, Internet est loin de constituer un lieu neutre peuplé exclusivement de militants qu'ils soient créatifs, superficiels ou subversifs. Les sphères marchandes et politico-législa-

tives investissent beaucoup le Net dans une perspective globale de propagande⁴ et de contrôle des données. Les finalités de ces initiatives sont certes différentes mais leurs intérêts sont finalement très convergents, ce qui pose les politiciens et les marchands en alliance, comme trop souvent d'ailleurs. De manière générale, le contrôle des données personnelles constitue un enjeu colossal et sous-estimé pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Les marchands disposent désormais d'un accès direct, facile et efficace, à nos données personnelles. Nous livrons des données en toute conscience à des réseaux sociaux comme Facebook. Mais ce type de réseau est loin d'être l'unique source de données personnelles. Le quasi-monopole de Google n'est pas en reste sur ces pratiques. En effet, en croisant les recherches sur Internet, le contenu de la messagerie (avec également donc, par exemple, les achats effectués sur Amazon) et les listes de visionnage sur Youtube, les professionnels du marketing et leurs programmes algorithmiques n'ont aucune peine à savoir, par exemple, que vous allez probablement changer de voiture dans le trimestre prochain et que vous choisirez tel type de modèle. Et de vous pêcher à l'instant idéal pour vous proposer un crédit ou la voiture de vos rêves. Ce phénomène est très bien décrit par Antoinette Rouvroy sous le terme de “*gouvernance algorithmique*”⁵.

Mais la contrôle des données n'intéresse pas que les marchands. En effet, les affaires plus ou moins récentes Assange, Snowden et Manning, impliqués dans le projet Wikileaks, ont montré combien les autorités gouvernementales et notamment les services antiterroristes sont avides des

informations circulant sur le Net. Jusqu'à la mésaventure de ce citoyen américain qui a vu six agents d'une cellule antiterroriste débarquer chez lui pour avoir tapé dans les mêmes 24 heures les mots "cocotte-minute" et "sac à dos" dans son moteur de recherche Google. Dans un climat post 11 septembre, Internet est un lieu privilégié de surveillance de la population, et plus particulièrement encore des militants.

Enfin, les législateurs européens ont développé une méfiance particulière vis-à-vis de la liberté d'expression sur Internet. Sous le spectre du "pédophile néo-nazi", comme le nomme Jérémie Zimmerman⁶, les politiques sont prêts non seulement à défendre la censure pure et simple du Net, mais également à contraindre les réseaux sociaux à faire ce travail pour eux. D'une part, il s'agit d'une injonction techniquement impossible, d'autre part, et surtout, cela revient pour un Etat à déléguer à une entreprise privée un pouvoir judiciaire de censure – exception supposée parcimonieuse au droit fondamental qu'est notre liberté d'expression. En termes démocratique et juridique, cela pose de sérieuses questions.

Cette méfiance étatique à l'égard du Net relève à la fois d'une méconnaissance technique importante de l'outil Internet (la fracture numérique n'est pas toujours là où l'on pense) mais également d'une crainte pour les personnes au pouvoir d'assister à la redéfinition de la légitimité de la parole évoquée en début d'article. Il va de soi cependant que les arguments populistes de

nos politiciens ne font que figure d'artefacts agités dans le marasme de lobbies économiques qui entourent cette question et dont ces derniers sont parties prenantes.

Les enjeux qui traversent l'Internet libre sont donc multiples, complexes et ne sont évoqués ici que très partiellement. Parmi les questions essentielles, on peut également nommer, à l'heure du téléchargement illégal généralisé, les pratiques culturelles sur le Web et les liens à la propriété intellectuelle. Bruxelles Laïque vous donnera rendez-vous en 2014 pour aborder cette thématique qui mérite en soi bien plus qu'un paragraphe réducteur.

Il est certain que l'usage et la forme d'Internet seront cruciaux pour notre avenir démocratique et qu'une mobilisation citoyenne est plus que nécessaire afin que cet outil constitue une véritable opportunité de changement de paradigme social.

Quelles libertés défendre sur le Net ?

Face à tous ces éléments, comment défendre nos libertés sur le Net ? Plutôt que de noyer les lecteurs de cet article dans un flot de concepts tels que neutralité du net, décentralisation des données et anonymat, nous préférons nous référer à un texte fondateur écrit en 1996 par John P. Barlow, militant et cofondateur de l'Electronic Frontier Foundation, la "Déclaration d'Indépendance du Cyberspace", que vous trouverez dans sa version intégrale à la page suivante.

¹ Dominique Cardon, "Pourquoi Internet n'a-t-il pas changé la politique ?", <http://www.internetactu.net/2010/10/07/dominique-cardon-pourquoi-linternet-na-t-il-pas-change-la-politique/>

² Pascal Nicolas-Le Strat, *Devenir Média (L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation)*. Note de lecture, janvier 2008, www.iscra.fr, Olivier Blondeau et Laurence Allard, *Devenir Média (L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation)*, éditions Amsterdam, 2007, Jean-Luc Manise, *De l'activisme numérique au militantisme de terrain*, Cesepe, 2012

³ Pascal Nicolas-Le Strat, *Idem*.

⁴ Pour exemple, introduire une requête dans le moteur de recherche Google aux Etats-Unis ne vous fournira pas les mêmes résultats selon que vous résidez dans un Etat majoritairement républicain ou au contraire conservateur. C'est face à ce phénomène que les militants de l'Internet libre revendiquent ce qu'ils appellent "la neutralité du Net"

⁵ Antoinette Rouvroy, "Prism, se laisser diriger par les données, c'est le déclin total de la politique", <http://www.apache.be/fr/2013/08/21/prism-se-laisser-diriger-par-les-donnees-cest-le-declin-total-de-la-politique/>

⁶ <http://www.youtube.com/watch?v=n2hGpv3tbiA>

La question de la militance sur Internet sera débattue au Festival des Libertés lors de la séance publique *Click my activism !* le jeudi 24 octobre à 20h30. Avec : **Jérémie Zimmerman, Dominique Cardon et Jean-Luc Manise**. Partenariat : Cassiopea, LDH. Cette soirée entame le cycle de conférences/ateliers : **Internet citoyen** qui se déroulera du 24 Octobre 2013 au 6 février 2014. Toutes les informations se retrouveront sur les sites www.bxlலைque.be et www.festivaldeslibertes.be.

Par John PERRY BARLOW

Dissident cognitif, cofondateur de l'ElectronicFrontier Foundation

Déclaration d'indépendance

du CYBERSPACE

Gouvernements du monde industriel, géants fatigués de chair et d'acier, je viens du cyberspace, la nouvelle demeure de l'esprit. Au nom de l'avenir, je vous demande, à vous qui êtes du passé, de nous laisser en paix. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. Vous n'avez aucun droit de souveraineté sur le territoire où nous nous rassemblons.

Nous n'avons pas de gouvernement élu et nous ne sommes pas près d'en avoir un, aussi je m'adresse à vous avec la seule autorité que donne la liberté elle-même lorsqu'elle s'exprime. Je déclare que l'espace social global que nous construisons est indépendant, par nature, de la tyrannie que vous cherchez à nous imposer. Vous n'avez pas le droit moral de nous gouverner, pas plus que vous ne disposez de moyens de contrainte que nous ayons de vraies raisons de craindre.

Les gouvernements tirent leur pouvoir légitime du consentement des gouvernés. Vous ne nous l'avez pas demandé et nous ne vous l'avons pas donné. Vous n'avez pas été conviés. Vous ne nous connaissez pas et vous ignorez tout de notre monde. Le cyberspace ne se situe pas à l'intérieur de vos frontières. Ne croyez pas que vous puissiez diriger sa construction, comme s'il s'agissait d'un de vos grands travaux. Vous ne le pouvez pas. C'est un phénomène naturel et il se développe grâce à nos actions collectives.

Vous n'avez pas pris part à notre grand débat fédérateur, et vous n'avez pas créé la richesse de nos marchés. Vous ne connaissez ni notre culture, ni notre éthique, ni les codes non écrits qui font déjà de notre société un monde plus ordonné que celui que vous pourriez obtenir, quelques soient les règles que vous imposeriez.

Vous prétendez qu'il existe chez nous des problèmes et qu'il est nécessaire que vous les régliez. Vous utilisez ce prétexte comme excuse pour envahir notre territoire. Beaucoup de ces problèmes n'existent pas. Lorsque de véritables conflits se produiront, lorsque des erreurs seront effectivement commises, nous les identifierons et nous les traiterons avec nos propres moyens. Nous sommes en train d'établir notre propre contrat social. Nous nous gouvernerons en fonction des conditions de notre monde et non du vôtre. Car notre monde est différent.

Le cyberspace est constitué par des transactions, des relations, et par la pensée elle-même, déployée comme une onde stationnaire dans le réseau de nos communications. Notre monde est à la fois partout et nulle part, mais il n'est pas là où vivent les corps.

Nous sommes en train de créer un monde ouvert à tous, sans privilège ni préjugé qui dépende de la race, du pouvoir économique, de la puissance militaire ou du rang de naissance.

Nous sommes en train de créer un monde où chacun, où qu'il soit, peut exprimer ses convictions, aussi singulières qu'elles puissent être, sans craindre d'être réduit au silence ou contraint de se conformer à une norme.

Vos notions juridiques de propriété, d'expression, d'identité, de mouvement et de circonstance ne s'appliquent pas à nous. Elles sont fondées sur la matière, et il n'y a pas de matière ici.

Nos identités n'ont pas de corps, ainsi, contrairement à vous, nous ne pouvons pas faire régner l'ordre par la contrainte physique. Nous croyons que c'est à travers l'éthique, l'intérêt individuel éclairé et le bien collectif, qu'émergera la conduite de notre communauté. Nos identités sont probablement réparties à travers un grand nombre de vos juridictions. La seule loi que toutes les cultures qui nous constituent s'accordent généralement à reconnaître est la règle d'or de l'éthique. Nous espérons que nous serons capables d'élaborer nos solutions particulières sur cette base. Mais nous ne pouvons pas accepter les solutions que vous vous efforcez d'imposer.

Aux États-Unis, vous venez aujourd'hui de créer une loi, la loi sur la réforme des télécommunications, qui viole votre propre Constitution et insulte les rêves de Jefferson, Washington, Mill, Madison, Tocqueville et Brandeis. C'est à travers nous que ces rêves doivent désormais renaître.

Vous êtes terrifiés par vos propres enfants, car ils sont nés dans un monde où vous serez à jamais immigrants. Parce que vous avez peur d'eux, vous confiez à vos bureaucraties, la responsabilité parentale, que vous êtes trop lâches pour exercer vous-mêmes. Dans notre monde, tous les sentiments et toutes les expressions de l'humanité, des plus vils aux plus angéliques, font partie d'un ensemble inséparable, l'échange global informatique. Nous ne pouvons pas séparer l'air qui suffoque de l'air qui permet de battre des ailes pour voler.

En Chine, en Allemagne, en France, en Russie, à Singapour, en Italie et aux États-Unis, vous essayez de repousser le virus de la liberté en érigeant des postes de garde aux frontières du cyberspace. Peut-être qu'ils pourront vous préserver de la contagion quelques temps, mais ils n'auront aucune efficacité dans un monde qui sera bientôt couvert de médias informatiques.

Vos industries de l'information toujours plus obsolètes, voudraient se perpétuer en proposant des lois, en Amérique et ailleurs, qui ont la prétention de confisquer à leur profit jusqu'à la parole elle-même à travers le monde. Ces lois cherchent à transformer les idées en un produit industriel quelconque, sans plus de noblesse qu'un morceau de fonte. Dans notre monde, tout ce que l'esprit humain est capable de créer peut être reproduit et diffusé à l'infini sans que cela ne coûte rien. La transmission globale de la pensée n'a plus besoin de vos usines pour s'accomplir.

Ces mesures toujours plus hostiles et colonialistes nous mettent dans une situation identique à celle qu'ont connue autrefois les amoureux de la liberté et de l'autodétermination, qui ont dû rejeter l'autorité de pouvoirs distants et mal informés. Il nous faut déclarer que nos identités virtuelles ne sont pas soumises à votre souveraineté, quand bien même nous continuons à tolérer votre domination sur nos corps. Nous allons nous répandre sur toute la planète, afin que personne ne puisse arrêter nos idées.

Nous allons créer une civilisation de l'esprit dans le cyberspace. Puisse-t-elle être plus humaine et plus juste que le monde que vos gouvernements ont créé auparavant.

Davos (Suisse), le 8 février 1996.

Par Anne-Charlotte HUSSON

ENS de Lyon, agrégée de Lettres Modernes, militante féministe

Occupy Internet

L'activisme féministe, au 21^e siècle, est dans internet, passe par internet, s'organise à travers internet... mais est-ce qu'internet reflète les aspirations à l'égalité des femmes ? Cette technologie qu'est la toile doit faire l'objet d'une réappropriation pour servir leur cause, mais comme tout autre fait social, instrument, institution, il n'est pas a priori pensé pour cela. Comment faire d'un outil pensé pour et par les hommes un outil d'action pour toutes et pour tous ? Comment faire en sorte que celui-ci porte en lui l'esprit convivial, divers, inclusif et subversif du mouvement féministe ?

Au travers de la toile et des violences envers les femmes qu'elle peut véhiculer, nous vous invitons à nous pencher sur l'engagement – cybernétique ou incorporé – pour plus d'intégrité, à imaginer une visibilité plurielle – sereine ou exaltée –, mais toujours en phase avec des analyses, des projets de société issus d'une pratique de terrain ou d'un vécu collectif et nécessairement solidaire.

Il est devenu habituel de distinguer des “vagues” féministes, permettant de délimiter de grandes époques dans ce mouvement si divers. Alors que la “première vague” lutte essentiellement pour l’égalité des droits et l’émancipation des femmes, la deuxième, à partir des années 1960, remet en cause de manière plus radicale la domination masculine et vise la libération des femmes, en prenant en compte cette fois la sphère privée¹. Non seulement les objets, les concepts et les modalités du combat féministe évoluent, mais aussi ses espaces. Pourtant, les travaux retraçant l’histoire récente du féminisme font généralement l’impasse sur un nouvel espace de lutte, désormais majeur : internet.

On a beaucoup parlé du rôle joué par internet, en particulier par les réseaux sociaux, dans des mouvements révolutionnaires récents, comme ceux dits du “printemps arabe”. Il faut également souligner le travail de fond mené sur internet par différents mouvements militants, dont les mouvements féministes, qui s’en emparent pour créer de nouvelles manières de se regrouper et d’agir. Les espaces féministes en ligne sont ainsi devenus un lieu-clé des processus d’échange et de transmission qui jouent un rôle majeur dans la culture féministe. Le partage d’expériences et la possibilité d’une expression libérée des contraintes patriarcales sont au cœur de cette culture élaborée, notamment, avec la “deuxième vague”. Les forums, les blogs et les réseaux sociaux constituent aujourd’hui des espaces et outils essentiels pour cela, des espaces aussi d’ouverture à d’autres pratiques militantes et de sensibilisation à l’intersectionnalité² des luttes

contre les oppressions raciste, sexiste et LGBT-phobe notamment.

On voit donc s’affirmer sur internet de nouvelles pratiques militantes. Les blogs féministes, par exemple, se veulent des lieux de témoignage mais aussi d’information et de pédagogie. Ces espaces féministes se distinguent par leur créativité et leur dimension réflexive ; j’entends par là la capacité à faire retour sur soi-même, ses discours et ses actions. Au-delà du partage de la théorie féministe universitaire, le féminisme en ligne crée ses propres codes et son propre lexique, décrits sur des sites comme le “Geek Feminism Wiki”³, qui compte aujourd’hui près de mille entrées, de “sexisme” et “intersectionnalité” à “slut-shaming”⁴, “nice guy syndrome”⁵ ou encore “splaining”⁶. Le dynamisme du féminisme en ligne anglo-saxon en fait une base de ressources importante pour des féministes d’autres pays. Il s’agit de fournir les concepts et outils nécessaires à la reconnaissance et au combat contre l’oppression, mais aussi, encore et toujours, de faire entendre la parole des femmes. On peut citer par exemple le projet Everyday Sexism⁷, site fondé en 2012 par la Britannique Laura Bates pour relayer des témoignages de sexisme au quotidien (en avril 2013, le site comptait 25 000 témoignages provenant de 15 pays différents). En France, le site Vie de meuf⁸ créé par l’association Osez le féminisme en 2011 a le même objectif.

Au-delà de ce travail de réflexion, de pédagogie et de transmission, internet est également devenu un espace privilégié pour des actions plus concrètes. En 2013, des militantes, du projet Everyday

Sexism notamment, sont ainsi parvenues à créer en l’espace de quelques jours un vaste mouvement destiné à faire pression sur le réseau social Facebook, jugé trop lent, inefficace ou indifférent dans la lutte contre la promotion, sur ses pages, de discours de haine misogyne. Plus de 60 000 tweets utilisant le hashtag #FBrape⁹ ont permis d’attirer l’attention des entreprises faisant de la publicité sur ce réseau, qui se sont retirées en nombre. A la suite de cette campagne, Facebook a promis de durcir le contrôle du contenu de ses pages et annoncé des mesures visant à lutter contre la promotion des discours de haine.

Internet offre ainsi non seulement des moyens mais aussi une vitesse d’action et des opportunités sans précédent, ce qui ne va pas sans danger. Toutes les féministes le savent : le discours féministe est toujours susceptible d’être mal, voire violemment reçu, et cette possibilité est renforcée sur internet. Pour certaines militantes en ligne, les menaces et les injures sont devenues monnaie courante. Toutes les femmes sont d’ailleurs concernées, même si les féministes sont souvent des cibles privilégiées de l’extrême violence misogyne qui peut s’exercer en ligne. L’écrivaine et journaliste féministe Laurie Penny écrivait en 2011 :

“Vous finissez par vous y attendre, en tant qu’auteure, en particulier si vous êtes politiquement engagée. Vous finissez par vous attendre au vitriol, aux insultes, aux menaces de mort. [...] Une opinion, semble-t-il, est la mini-jupe d’internet. En avoir et l’exhiber c’est, d’une certaine manière, demander à une masse amorphe, presque exclusivement masculine, de brutes du

clavier [keyboard-bashers] de vous dire comment ils aimeraient vous violer, vous tuer et vous uriner dessus.^{10.}”

C'est en effet ce qu'internet se charge régulièrement de rappeler aux féministes qui militent en ligne : internet n'est pas un espace féministe. C'est un espace où, comme tous les autres espaces publics, les femmes ne sont pas considérées a priori comme légitimes, dignes d'être écoutées, à leur place. Des centaines d'hommes, quelques femmes aussi, l'ont ainsi rappelé, à grands renforts d'insultes et de menaces de viol ou d'attentat, à la Britannique Caroline Criado-Perez, après qu'elle ait mené avec succès une campagne destinée à ce qu'au moins une femme (en-dehors d'Elizabeth II) figure sur les billets de banque britanniques. On avait déjà pu observer une campagne de terreur similaire, mais plus violente encore, lorsqu'Anita Sarkeesian avait lancé en 2011 sur le site de financement participatif Kickstarter un projet de réalisation d'une série de vidéos portant sur la représentation des femmes dans les jeux vidéos. Dans une moindre mesure, en France, Mar_Lard a elle aussi provoqué levée de boucliers, menaces et insultes quand elle a osé aborder le sujet du sexisme dans la communauté geek sur mon blog¹¹.

Toutes ces féministes ont cependant un autre point commun. Elles ont rendu publiques les agressions dont elles étaient victimes, pour les dénoncer, informer, attirer l'attention. La misogynie dont elles ont souffert n'est pas nouvelle, ni propre à internet ; elle y est cependant décuplée, tout comme y sont décuplés les moyens d'action militants. Tout y est excessif et

il faut être armé-e pour le pire mais aussi pour le meilleur. Elles ont reçu, comme de nombreuses autres féministes, le soutien de centaines, de milliers d'anonymes, interpellé-e-s et accablé-e-s par tant de violence. Quand Mar_Lard a publié son article, en mars dernier, elle a reçu des dizaines de mails destinés uniquement à la remercier, à l'encourager, de témoignages de femmes n'ayant jamais auparavant osé parler des violences dont elles sont victimes.

Il existe peu, très peu d'espaces féministes "safe" sur internet. On peut le regretter, comme cette commentatrice du blog Crêpe Georgette :

“Mais punaise, une fois qu'on a conscience de cette socialisation des hommes à étouffer la parole des femmes, et des femmes à les écouter jusqu'à douter de leur propre vécu on a du mal (enfin moi en tout cas) à ne pas vouloir un peu plus d'espaces safe. Les gars, vous avez le droit de parler et de débattre et si c'est dans le but de vous éduquer grand bien vous fasse. Mais vous avez aussi le droit de vous taire et d'écouter¹².”

Mais si, comme l'écrit l'auteure du blog, on choisit de ne pas parler qu'aux féministes, si on considère que *“le mec ou la fille qui viennent dire ici qu'une femme violée l'a cherché doivent être convaincus du contraire”*, que cela n'est pas un détail et que le féminisme ne peut pas s'en dispenser, alors il faut prendre le risque d'occuper internet. Et si on considère qu'un mail, un commentaire expliquant qu'un lecteur ou une lectrice a changé d'avis est déjà une victoire, on trouve la force d'y rester.

¹ Christine Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, PUR (coll. "Archives du féminisme"), 2012. On parle aussi de « troisième vague » à propos de l'émergence, à partir des années 1980, des revendications féministes minoritaires et du questionnement de l'identité politique "femme".

² Concept désignant l'imbrication des rapports sociaux et à partir duquel a été théorisée la nécessité de décloisonner les analyses des rapports de domination de race, de sexe et de classe. Il continue de faire débat parmi les féministes.

³ Encyclopédie féministe participative en ligne.

⁴ L'acte de critiquer une femme sur base de son activité sexuelle présumée ou réelle.

⁵ Un terme utilisé sur Internet qui décrit un adulte ou adolescent qui séduirait les femmes en étant "sympa" (nice).

⁶ Forme de condescendance à travers laquelle un membre d'un groupe privilégié explique quelque chose à un membre d'un groupe marginalisé.

⁷ <http://everydaysexism.com>,

⁸ <http://viedemeuf.fr>

⁹ "Le hashtag permet de marquer un contenu avec un mot-clé plus ou moins partagé. Il est particulièrement utilisé sur les IRC et réseaux sociaux tels que Twitter, Tumblr, Google+ et Facebook.

¹⁰ "A woman's opinion is the mini-skirt of the internet", <http://www.independent.co.uk/voices/commentators/laurie-penny-a-womans-opinion-is-the-miniskirt-of-the-internet-6256946.html>, 4 novembre 2011, ma traduction.

¹¹ "Sexisme chez les geeks : Pourquoi notre communauté est malade, et comment y remédier", <http://cafaitgenre.org/2013/03/16/sexisme-chez-les-geeks-pourquoi-notre-communauté-est-malade-et-comment-y-remédier/>, 16 mars 2013.

¹² Cité par Valérie CG, "Être un espace féministe safe", <http://www.crepegeorgette.com/2013/08/08/etre-un-espace-feministe-safe/>, 8 août

Anne-Charlotte Husson participera au débat **Féminisme : des alternatives au topless ?** samedi 26 octobre au Festival des Libertés, aux côtés de **Eliane Gubin, Emilie Laystary** et des militantes de **La Barbe** (France) et de **Trico-trottoir** (Belgique).

Conseil d'Administration

Carlo CALDARINI
Anne DEGOUIS
Jean-Antoine DE MUYLDER
Isabelle EMMERY
Bernadette FEIJT
Ariane HASSID
Monique LOUIS
Christine MIRONCZYK
Michel PETTIAUX
Thierry PLASCH
Johannes ROBYN
Anne-Françoise TACK
Cédric VANDERVORST
Myriam VERMEULEN
Dominique VERMEIREN

Direction

Fabrice VAN REYMENANT

Comité de rédaction

Juliette BÉGHIN
Mathieu BIETLOT
Mario FRISO
Paola HIDALGO
Sophie LEONARD
Alexis MARTINET
Ababacar N'DAW
Cedric TOLLEY
Alice WILLOX

GRAPHISME

Cédric Bentz & Jérôme Baudet

EDITEUR RESPONSABLE

Ariane HASSID

18-20 Av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles

ABONNEMENTS

La revue est envoyée gratuitement aux membres de Bruxelles Laïque. Bruxelles Laïque vous propose une formule d'abonnement de soutien pour un montant minimum de 7 euros par an à verser au compte : **068-2258764-49**.

Les articles signés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

DOSSIER THÉMATIQUE
DU FESTIVAL DES LIBERTÉS 2013
www.festivaldeslibertes.be

Le monde tourne mal et il est temps de le changer. Mais comment ? S'engager à partir d'une indignation soudaine ou comme fruit d'une réflexion vieille de plusieurs années ? Emprunter l'un des chemins du militantisme, pour quelques instants ou pour toute une vie ? Se dévouer pour une grande cause internationale ou s'impliquer dans un projet de quartier ? Quand les inégalités et les injustices semblent se perpétuer, toute mobilisation qui les dénonce ou y résiste est-elle bonne ? Quelle convergence ou cohérence établir entre les multiples modalités de luttes, autour de quelles valeurs ? Quels sont les conditions et les critères de réussite de toutes ces petites révolutions qui, ajoutées les unes ou autres, pourraient faire reculer les entraves à la liberté et faire progresser le respect universel des droits ? Mesdames, Messieurs... engagez-vous !



Avenue Stalingrad 18-20 • 1000 Bruxelles
Tél.: 02 289 69 00 • fax: 02 502 98 73
www.bxllaique.be • bruxelles.laique@laicite.be